

Université Ibn Zohr
Faculté des sciences économiques , juridiques et sociales

Cours des Problèmes Economiques et Sociaux

Dr Hassan JAOUHARI



Chapitre 1 : développement et croissance.

section 1: concept du développement

Section 2 : la croissance économique.

Chapitre 2 : les problèmes économiques et théories de la croissance économique

Section 1 : les théories de la croissance

Section 2 : les problèmes économiques.

Chapitre 3: les problèmes sociaux.

Section 1: l'éducation.

Section 2: la santé.

Chapitre 4 : La place du capital humain dans le développement.

Introduction générale

Le cours des problèmes sociaux et économiques (PSE) constitue un élément stratégique dans le cursus d'apprentissage universitaire en sciences économiques et de gestion.

En effet, il permet non seulement d'appréhender les enjeux du développement des nations et des sociétés mais également il constitue une composante importante dans la culture socio-économique.

Pour des raisons pédagogiques, nous avons limité ce cours à 4 chapitres synthétisés comme suit :

Chapitre 1 : Définition des concepts de développement et de croissance

Chapitre 2 : Les théories de croissance et problèmes économiques

Chapitre 3 : Les principaux problèmes sociaux

Chapitre 4 : La place du capital humain dans le développement

Chapitre 1 : Développement et croissance

Section 1 : Concept du développement

La compréhension du processus de développement économique passe par des méthodes de mesure des résultats économiques dans les pays et sur le long terme. Le PIB par habitant mesure la valeur totale de la production nationale et constitue, en dépit d'un certain nombre de limites, la norme la plus courante pour mesurer la croissance économique.

Pour la réalisation de comparaisons internationales, la meilleure mesure du PIB par habitant consiste à le calculer en parité des pouvoirs d'achat (PPA). Les évaluations en PPA sont supérieures aux comparaisons exclusivement fondées sur les taux de change du marché, qui tendent à sous-estimer les niveaux de PIB des nations plus démunies. En effet, les taux de change du marché se fondent sur les biens marchands et sur les flux de capital et ne prennent pas en compte les prix nettement inférieurs des biens non marchands dans les pays pauvres. Les estimations en PPA obtenues à partir du programme de comparaisons internationales de l'ONU corrigent ce problème en exprimant le PIB par habitant de chaque pays dans une série commune de « prix internationaux ».

Angus Maddison donne une large vue d'ensemble de la croissance économique au cours des 2000 dernières années. Pendant l'essentiel de cette période et dans la plupart des régions, la croissance de la production ne suffisait guère qu'à compenser la croissance démographique, ce qui se traduit par une stagnation plus ou moins grande des revenus individuels. Selon **Maddison**, la croissance économique moderne n'a commencé qu'autour de 1820, avec l'escalade des taux de croissance en Europe occidentale et dans ses ramifications. Ces régions avaient atteint des niveaux de revenus individuels plus élevés en 1500, mais ont accéléré l'écart, en particulier au cours des 180 dernières années. Des taux de croissance rapide n'ont commencé à caractériser d'autres régions, en particulier en Asie, que dans les décennies postérieures à 1950. Du fait de ces schémas divergents de croissance économique, la disparité des revenus mondiaux est aujourd'hui sans précédent.

A la différence de la croissance économique, qui constitue une mesure relativement objective du potentiel économique, le développement économique est un concept normatif. Des chercheurs et des organismes divers proposent, pour assurer le développement, des indicateurs ou des objectifs précis, dont, au premier chef, L'indice du développement humain (IDH), critère synthétique reflétant les objectifs de longue vie, d'acquisition des connaissances et d'obtention du bien-être matériel. Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) se fondent sur une multiplicité d'objectifs et de cible pour renforcer le bien-être humain au cours de la prochaine décennie.

L'analyse de l'IDH et des OMD montre que, dans leur concrétisation, la croissance économique joue un rôle central. Le classement des IDH est largement fonction du niveau du revenu individuel, et l'écart des résultats dans la réalisation d'OMD précis se relie fréquemment à la différence de la croissance enregistrée. Mais la croissance économique n'est pas une panacée. L'obtention du développement économique pose également des problèmes de distribution et de stratégie pour atteindre des cibles données de développement.

Les citoyens de nations riches peuvent s'engager dans un débat sur le point de savoir si un surcroît de croissance économique augmentera leur bien être, mais il ne s'agit pas là d'un débat significatif pour les pays pauvres. Même en l'absence d'une corrélation claire entre la hausse des revenus individuels et les perceptions du bonheur, la croissance et le développement économique sont essentiels aux pays démunis pour leur permettre d'élargir leurs choix et de faire progresser les libertés humaines.

Section 2 : La croissance économique

Croissance économique et développement économique ne sont pas identiques. Si la première, qui élève le revenu moyen, tient une place centrale dans le processus de développement, le second constitue un concept beaucoup plus large.

La croissance économique dépend de deux processus fondamentaux : **l'accumulation des facteurs et l'élévation de la productivité**. L'accumulation du capital est fonction de l'épargne, qui impose aux personnes de différer leur consommation courante pour financer des investissements, de manière à croître la production à venir. L'élévation de la productivité provient de l'amélioration de l'efficacité ou de l'acquisition de nouvelles techniques.

Les analyses des sources de la croissance indiquent que l'accumulation du capital tend à contribuer notablement à la croissance dans les pays à faible revenu tandis que les augmentations quantitatives et qualitatives de la population active et les progrès de la productivité apportent également un concours substantiel. La hausse de la productivité tend à représenter une part plus grande de la croissance dans les pays à revenu élevé .

Les caractéristiques nationales les plus étroitement associées à une croissance rapide sont notamment la stabilité économique et politique. Les investissements dans la santé et l'éducation. Une gouvernance et des institutions solides .un contexte favorable à l'entreprise privée (ainsi, grâce aux politiques suivies en agriculture, dans le domaine commercial et dans le secteur réglementaire) et une géographie plus avantageuse. Mais notre connaissance des modalités précises suivant lesquelles ces facteurs influent, avec d'autre, sur le processus de croissance est loin d'être complète.

Dans la mesure où ils possèdent des montants de capital par travailleur relativement bas, les pays à faible revenu ont le *potentiel* d'une croissance économique rapide, à *condition* de pouvoir attirer de nouveaux investissements et si ces derniers augmentent effectivement la production.

La croissance économique pendant des périodes prolongées s'accompagne de mutations structurelles importantes, qui voient la part de l'agriculture dans le PIB baisser, celle de l'industrie augmenté et une tendance de la population à quitter les zones rurales au profit des zones urbaines.

Chapitre 2 : Les problèmes économiques et théories de la croissance économique

Section 1 : les théories de la croissance

Les modèles de croissance théoriques offrent un mécanisme plus précis d'analyse des contributions à la croissance économique de l'accumulation des facteurs et des gains de productivité. Ils nous permettent de mieux comprendre les conséquences des évolutions des taux d'épargne, des taux de croissance démographique, des innovations techniques et d'autres facteurs connexes sur la production et la croissance.

Le modèle *Harrod-Domar* prend pour hypothèse une fonction de production à coefficient fixe, qui contribue à le simplifier, mais introduit une rigidité stricte dans la combinaison du capital et du travail nécessaire à tout niveau de production. Dans ce modèle, La croissance se relie directement à l'épargne en proportion inverse du coefficient d'accroissement marginal de capital et de produit (ICOR : incrémental capital-output ratio).

Le modèle *Harrod- Domar* souligne utilement le rôle de l'épargne, mais en exagère parallèlement l'importance en donnant à penser que l'épargne et l'investissement suffisent à assurer une croissance durable, ce qui n'est pas le cas. En outre, il ne traite pas directement des évolutions de la productivité. De plus, en partant de l'hypothèse d'un ICOR fixe, il entraîne progressivement une inexactitude croissance, à mesure de l'évolution de la structure productive et du produit marginal du capital.

Le modèle de Solow contient des améliorations par rapport à certaines des faiblesses du modèle Harrod-Domar et est devenu le modèle de croissance le plus influent en économie. Il permet une plus grande souplesse de la combinaison du capital et du travail dans le processus de production et introduit le concept puissant de la diminution du produit marginal du capital. Il permet d'étudier l'impact sur la croissance des changements du taux d'épargne, de la croissance démographique et de l'évolution technique. Il contribue à une meilleure compréhension d'une gamme de cas de croissance beaucoup plus étendue que celle du modèle *Harrod-Domar*. Toutefois, il ne donne pas une explication exhaustive de la croissance .Il n'offre pas de points de vue sur les causes plus fondamentales de l'accumulation des facteurs et de la croissance de la productivité, et, en tant que modèle mono sectoriel, il ne traite pas un problème de l'affectation des ressources dans les secteurs.

Le modèle de *Solow* comporte plusieurs suppositions importantes, à savoir : (1) les pays démunis peuvent potentiellement connaître une croissance relativement rapide ; (2) les taux de croissance tendent à ralentir à mesure de l'augmentation des revenus ; (3) parmi les pays qui partagent d'importantes caractéristiques communes, les revenus des pays pauvres peuvent potentiellement converger avec ceux des pays riches, et (4) l'acquisition de nouvelles techniques constitue un élément central de l'accélération et du maintien de la croissance économique.

Les modèles bi sectoriels sont éclairants sur l'interaction entre l'agriculture et l'industrie. Le modèle du surplus de main-d'œuvre donne à penser que l'industrie peut se développer sans réduire la production agricole. Il conclut également que, là où il existe un excédent d'actifs et où le potentiel d'expansion de la production alimentaire est limité, la croissance démographique peut être désastreuse. Toutefois, la plupart des économies n'ont pas d'excédent de main-d'œuvre, si bien que l'essor industriel s'accompagne d'une baisse de la production agricole, et que la croissance démographique n'a pas nécessairement un impact négatif sur la croissance économique.

Section 2 : les problèmes économiques

Des arguments solides vont à l'appui de la thèse selon laquelle les activités économique doivent, dans leur majorité, être régies par le marché plutôt que par des contrôles l'État. Mais les marchés peuvent échouer pour plusieurs raisons, et leurs défaillances tendent à l'emporter dans les pays à faible revenu.

Il arrive que les pouvoirs publics aient la possibilité d'améliorer le fonctionnement des marchés, ainsi par la construction d'infrastructures, l'établissement de systèmes juridiques solides et la mise en place d'autres institutions essentielles. Mais une mauvaise conception des interventions de L'État peut aggraver les résultats.

La question de savoir dans quelles circonstances l'État doit intervenir dans les pays en développement est débattue depuis longtemps. Des années 1950 à 1975, l'opinion dominante considérait qu'un fort interventionnisme étatique était indispensable au processus de développement. Mais les résultats décevants enregistrés dans de nombreux pays, couplés à la réussite de plusieurs pays d'Asie orientale, ont conduit à l'un tournant majeur au profit de stratégies visant à accroître l'ouverture vers le marché et fréquemment incluses dans les programmes de réforme.

De nombreux programmes de réforme soutenus par le FMI et la banque mondiale ont été centrés sur des politiques de stabilisation visant à maîtriser l'inflation, à réduire les déficits du budget et de la balance des paiements ainsi qu'à améliorer la stabilité macroéconomique. De nombreux pays ont également introduit des politiques d'ajustement structurel conçues pour renforcer l'orientation libérale de l'économie, transformer la production au profit de biens commercialisables et développer la flexibilité et la rentabilité. Au nombre des mesures essentielles, citons l'élimination des obstacles commerciaux pour ouvrir l'économie à la concurrence internationale, la libération des prix ou leur adaptation, afin qu'ils reflètent leurs valeurs de rareté, et la privatisation des actifs publics.

Au début des années 1990, l'accord était général sur les éléments fondamentaux des programmes de réforme, caractérisés par ce que l'on appelle le consensus de Washington. Les politiques majeures étaient centrées sur les réformes budgétaires, les taux de change, l'investissement étranger direct, la privatisation, l'élargissement de la déréglementation et le droit de propriété.

Toutefois, en dépit de toutes les réformes, la croissance qui en a résulté dans de nombreux pays a été inférieure aux espoirs mis en elle. Certains analystes soutiennent que la mise en œuvre des réformes n'a pas été complète, qu'il faut davantage de temps pour que les réformes atteignent leur impact total ou que le programme de réforme n'a pas suffisamment mis l'accent sur la solidité des institutions et la qualité de la gestion des affaires publiques. Pour d'autres, un grand nombre des mesures préconisées par le FMI et la Banque mondiale étaient trop rigides et ne permettaient pas une flexibilité et une autonomie suffisantes. Les débats se poursuivent sur l'équilibre adéquat entre les marchés et l'État dans les pays en développement.

Malgré les efforts fournis par les pays en voie de développement, de nombreux problèmes économiques persistent toujours et demeurent le levier de leur développement, nous citons :

L'inflation

Le chômage

Le déficit de la balance des paiements

La convertibilité de leur monnaie

La compétitivité de leurs entreprises dans les marchés internationaux

Le poids du service de la dette extérieure dans leur PIB

Le recours massif à l'endettement intérieur

L'impact de la crise financière sur leur système bancaire et financier

La détérioration des termes des échanges de leurs matières premières exportées.

La problématique de la politique fiscale adoptée.

La mobilisation de l'épargne

L'attraction de l'investissement national et international ...etc.

Chapitre 3 : les problèmes sociaux

Section 1 : l'éducation

Les quatre dernières décennies ont vu se produire une mutation révolutionnaire, selon les normes historiques, du nombre des hommes et des femmes qui ont fréquenté l'école et ont bénéficié d'une éducation de base. En l'an 2000, deux tiers des adultes du monde en développement avaient, dans leur enfance, suivi une scolarité. Ces investissements dans le capital humain auront des effets profonds sur l'élévation du bien-être d'une grande partie de l'humanité au XXI siècle.

En dépit de ces résultats, il reste beaucoup à faire. Dans le monde, quatre enfants sur cinq vivent dans des pays à revenu faible et intermédiaire, et, pour un nombre excessifs d'entre eux, ne sont jamais allés à l'école ou n'ont pas mené à bien quatre années d'école primaire. De plus, ceux qui sont allés à l'école ont souvent trop peu appris, leur formation étant très inférieure à celle que des enfants d'âge comparable ont acquise dans les pays à revenu élevé.

La formation scolaire demeure un investissement privé et social de valeur. Dans chaque pays, en moyenne, celui qui a bénéficié d'un grand nombre d'années d'étude gagne davantage que celui dont la formation est moindre. Les taux de rendement estimés, qui prennent en compte à la fois les avantages et les coûts des études, indiquant que celles-ci donnent des rendements intéressants quand on les compare à d'autres investissements

Les taux de rendement varient selon le niveau scolaire, les rendements « sociaux » les plus élevés allant à l'école primaire et les plus bas à l'enseignement supérieur. L'éducation des filles a également, dans de nombreuses situations, un taux de rendement social élevé, en partie parce qu'une éducation plus poussée des mères exerce des effets externes positifs dans le domaine de la santé.

Selon les évaluations, les rendements privés sont particulièrement élevés pour l'école primaire (où les revenus non perçus sont faibles), mais atteignent également des pourcentages à deux chiffres pour les écoles secondaires. Dans les établissements supérieurs, ils sont souvent élevés dans les pays en développement, parce que les actifs formés, relativement rares, bénéficient d'une prime sur le marché du travail, et parce que les droits d'inscription et les coûts des études supérieurs sont pris en charge par les pouvoirs publics (les contribuables) et non par les intéressés

Cependant, l'éducation n'est pas une panacée. Dans de nombreux pays, qui ont accru les inscriptions et assuré des années d'études à leur jeunesse, l'économie reste stagnante. Dans un contexte économique défavorable, les études peuvent, comme d'autres investissements, être dilapidées, l'augmentation de la demande d'actifs, tant éduqués, élève le rendement privé social de l'éducation et reste un défi majeur pour assurer le développement économique.

Il y a également beaucoup à faire pour accroître la productivité des écoles. Certains pays en développement n'investissent pas assez, au total, dans l'éducation ; beaucoup procèdent à des affectations erronées de moyens financiers en consacrant des financements excessifs à l'enseignement supérieur aux dépens des niveaux primaire et secondaire ; de plus ; de plus, la plupart d'entre eux pourraient améliorer l'utilisation des ressources à l'intérieur des établissements eux-mêmes et ce, dans tous les domaines, allant du renforcement de la santé des enfants à la modifications de la combinaison des intrants utilisés dans les écoles, souvent en allouent des ressources plus importantes aux matériaux pédagogiques et autres fournitures scolaires.

Malheureusement, il est difficile de trouver des prescriptions simples sur les moyens d'améliorer l'école et les résultats scolaires. Une diminution des coûts –dont les droits des usages- peut augmenter les inscriptions et amener les enfants de familles pauvres à s'inscrire et à rester à l'école. Mais, une fois les enfants scolarisés, l'amélioration des résultats scolaires continue à poser un défi dans le monde entier. Changer la combinaison des intrants scolaires est importants mais veiller à ce que les enseignants, les administrateurs et les fonctionnaires soient responsables des résultats scolaires peut constituer le facteur le plus fondamental de tous.

Section 2 : la santé

L'espérance de vie partie des critères d'évaluation les plus courant de l'état sanitaire. En 2003, l'espérance de vie à la naissance était de 78ans dans les pays à revenu élevé, de 71ans en Amérique latine, de 63 ans en Asie méridionale et de 46ans seulement en Afrique subsaharienne. On peut expliquer l'essentiel des écarts par les taux de mortalité beaucoup plus élevés enregistrés dans les régions pauvres, pendant les cinq premières années d'existence.

Depuis les années 1960, l'écart entre les espérances de vie nationales, à la différence de celui qui sépare les revenus par habitant, rapidement baissé. Beaucoup de pays à revenu faible et élevé ont enregistré un allongement de l'espérance de vie qui a constitué un progrès important et sans précédent dans l'histoire, et qui apparaît comme l'une des grandes réussites du développement humain au cours des cinquante dernières années. Certains pays font exception, comme de nombreuses nations d'Afrique subsaharienne, la Russie et d'autres pays de l'ex-Union soviétique, où l'espérance de vie a baissé depuis 1990.

De nombreuse pays en développement, où l'espérance de vie augmenté et la fécondité a chuté, ont a vu la structure par âge de la population changer, de même que le schéma de la morbidité, ce qui a entraîner une transition épidémiologique. Les maladies cardiaques, non contagieuses, sont aujourd'hui la première cause de mortalité dans le monde. Des maladies courantes dans les pays à revenus élevé, dont les pathologies cardiaques et les cancers, sont désormais plus répandues dans les pays à revenu faible et intermédiaires. Mais les maladies infectieuses, auxquelles les nations à revenu élevé paient un tribut relativement faible, restent une menace majeure pour les enfants et les adultes des pays en développement.

L'amélioration de l'état sanitaire passe par la croissance économique et l'élévation des niveaux du revenu individuel. Mais des progrès sanitaires importants peuvent se produire même en cas de faibles revenus. Les mesures de prévention appliquées de longue date dans les pays développés sont vitales. Elles comportent l'accès à une eau saine et à des installations sanitaires appropriées, la lutte contre les insectes et d'autres vecteurs de maladie et de vastes programmes de vaccination. En plus de ces mesures de mesures de santé publiques, l'éducation, en particulier des personnes de sexe féminin, est liées à l'amélioration de l'état sanitaire.

La santé et les revenus forment des éléments d'un cercle vertueux, dans lequel les hausses de revenus conduisent à une meilleure santé, laquelle mène à un accroissement des revenus. L'amélioration sanitaire aide les enfants à rester à l'école et élevé la productivité des actifs dans leurs champs et dans leurs emplois. Elle accroît les possibilités d'épargne et d'investissement pour l'avenir ouvertes aux pays et aux personnes. La hausse des revenus permet, à son tour, aux gouvernants et aux familles de consacrer davantage de moyens au renforcement de la santé, qu'il s'agisse d'eaux, d'installation sanitaires, de vaccins, de médicaments ou de travailleurs de la santé.

Les maladies infectieuses continuent à sévir dans les pays pauvres. Trois des plus connues sont le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. A elle trois, elles tuent 6 millions de personnes par an, causant environ 10% des décès survenant dans le monde. D'autres maladies infectieuses tuent des millions d'autres humains, notamment des enfants, et frappent d'incapacité les patients qui ne meurent pas. Un grand nombre de ces maladies infectieuses, dont le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, peuvent être évitées et traitées efficacement, avec des institutions et des moyens appropriés. Le fait qu'il n'est soit pas ainsi constitue à la fois un échec économique et une tragédie humaine.

Section 3 : Les inégalités et la pauvreté

Le nombre de pauvres dans un pays donné est fonction à la fois du niveau des revenus ou de la consommation par habitant et de leur répartition. Le bilan dans ce domaine est décrit à l'aide : de classements par ordre de grandeur, lesquels rendent compte des inégalités en indiquant les proportions qui vont à chaque quintile de population, classé du plus pauvre au plus riche.

Les inégalités de revenus et consommation connaissent des variations régionales importantes. Les niveaux d'inégalité sont relativement élevés en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, et généralement faibles en Europe orientale, en Asie orientale tombent dans la tranche moyenne. Ces schémas régionaux semblent résulter moins du niveau des revenus par habitant que d'éléments sous-jacents, historiques et politiques, et de dotations des facteurs.

Selon les études de la Banque mondiale, en 2001, plus d'un milliard d'humains, représentant 21% de la population du monde en développement, vivaient au-dessous du seuil de pauvreté absolue, d'indigence. Le nombre de ceux qui vivent en état de pauvreté absolue a baissé de près de 400 millions de 1981 à 2001. Pour l'essentiel, cette baisse s'est produite en Asie orientale et, en particulier, en Chine.

Du fait de la croissance importante de la population mondiale entre 1981 et 2001, le succès dans la lutte contre la pauvreté peut également se mesurer en chiffres relatifs. Les évaluations de l'indice de dénombrement des effectifs donnent l'Asie orientale et méridionale. L'Afrique subsaharienne conserve un niveau supérieur à 40%, dont l'évolution sur le long terme a été minime. Les pauvres du monde vivent en majorité en Asie orientale et méridionale, mais c'est en Afrique subsaharienne que le taux mesuré par l'indice de dénombrement des effectifs et la gravité de la pauvreté (son intensité) sont les plus élevés.

La pauvreté tend à sévir davantage en zone rurale. Les minorités raciales et ethniques subissent fréquemment des taux de pauvreté plus élevés. Les femmes sont en butte à des discriminations dans le monde entier. Sur le marché du travail, elles perçoivent des salaires plus bas ; fréquemment, elles n'ont pas le droit d'hériter ou de posséder de la terre ; elles ont traditionnellement bénéficié d'une éducation moindre que les hommes. Toutefois, du fait de la tendance au partage des ressources du ménage, en raison des décisions de répartition prises au sein du foyer, les éléments de preuve montrant que les taux de pauvreté sont plus élevés que les taux de pauvreté masculine sont moins nombreux.

Les études empiriques confirment que la croissance économique tend à être [bénéfique pour les pauvres].un examen international montre que les revenus des 20%inférieurs ont augmenté au même rythme que le PIB par habitant. il s'agit là d'une tendance moyenne. de plus, dans certains cas, plus présents en Amérique latine, les revenus moyens du quintile le plus pauvre ont baissé. Malgré l'augmentation du PIB par habitant. Le risque d'une telle évolution est nettement moindre quand les taux de croissance sont rapides et dépassent 5%.

Par croissance bénéfique pour les pauvres, on entend une stratégie de développement qui combine une croissance économique plus rapide et un renforcement des perspectives de participation des démunis à la vie économique. Beaucoup d'économistes estiment que des politiques orientées vers le marché, notamment par le maintien de la discipline fiscale, la réduction de l'inflation et l'élargissement de l'ouverture économique, servent les intérêts des démunis. Mais, à elles seules, ces mesures ne suffisent pas, car certains des pauvres en tireront parti, tandis que d'autres en pâtiront. les pouvoirs publics doivent également investir dans l'éducation et la santé des pauvres et dans les infrastructures dont ceux-ci dépendent. il faut des systèmes de protection sociale pour ceux qui sont dans l'incapacité de tirer parti des possibilités ouvertes par les marchés

De même que nous pouvons mesurer les inégalités entre les nations. il est possible d'évaluer le degré des inégalités mondiales. la mesure la plus exhaustive de ces dernières compare les revenus (ou la consommation)de chaque individu, indépendamment de l'endroit où il vit. les évaluations de cette mesure font état de coefficients de Gini sur les inégalités mondiales compris entre 0.60 et 0.80,soit des chiffres supérieurs à ceux concernant presque tous les pays, pris individuellement. Compte tenu à la fois du niveau de pauvreté absolue dans le monde et du degré des inégalités mondiales de revenus, il importe d'étudier les mesures que les pays riches peuvent prendre pour aider les pays démunis.

Enfin, nous estimons qu'outre ces problèmes sociaux analysés supra, nous citons à titre non exhaustif :

La problématique de répartition des richesses

- l'accès aux soins de santé et taux couverture de médecin par habitant
- le taux de mortalité des enfants
- le taux de mortalité des femmes en cours d'accouchement
- l'alphabétisation et taux d'accès à l'école
- le travail des enfants mineurs
- l'adoption des droits de l'Homme et de la Femme
- le taux de criminalité
- les libertés syndicales
- la liberté de la presse
- Degré de civisme de la population
- Respect du citoyen
- ..etc.

La croissance économique



PLAN

Introduction

1/ Qu'est-ce que la croissance économique ?

2/ pourquoi étudier la croissance économique ?

3/ comment mesurer la croissance économique ?

4/ Le PIB de plusieurs pays.

5/ Les théories de la croissance économique.

6/ Le modèle de la croissance du Japon.

7/ Le modèle de la croissance de la Turquie.

8/ Le modèle de la croissance de Singapour.

9/ Le modèle de la croissance de la Malaisie.

10/ Le modèle de la croissance du Maroc.



La croissance économique

La croissance économique est considérée par certains comme l'un des phénomènes les plus passionnants de la macroéconomie parce que tous les pays aspirent au bien-être et que ce dernier n'est pas envisageable sans la croissance. Les pays présentant les meilleurs indicateurs de bien-être et de développement sont ceux qui présentent les meilleures performances en termes de croissance.

Puisque l'État vise à réaliser le bien-être collectif, les décideurs de la politique économique se doivent de prendre des mesures favorables à la croissance économique. La réalisation de la croissance est ainsi un objectif essentiel de la politique économique qui se définit comme l'ensemble des mesures prises par l'État dans le propos d'infléchir le comportement de l'économie dans un sens jugé préférable du point de vue de la collectivité. Puisque tout individu recherche le bien-être, il faudrait que les mesures prises dans le cadre de la politique économique aillent dans le sens d'une promotion de la croissance.

Qu'est-ce que « la croissance économique » ?

Définition:

La croissance vient du mot latin « **crescere** », qui signifie, croître, grandir.

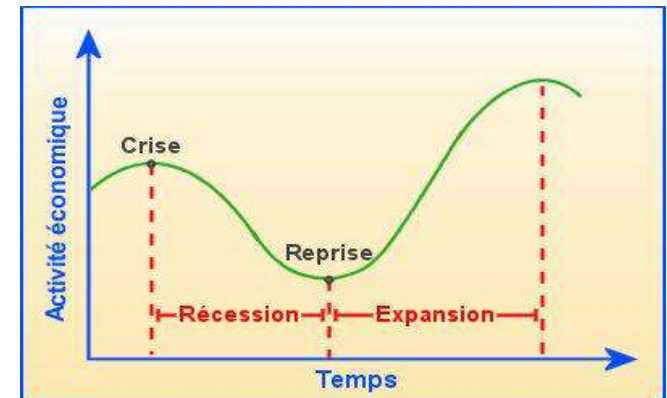
En général, la croissance économique est l'augmentation des biens (produits matériels) et des services (médicaux, informatiques, financiers, etc.) produits par un pays.

Quand l'activité économique baisse, on parle de "dépression" ou de "récession".

En économie, la croissance désigne l'évolution annuelle, exprimée en pourcentage, du P.I.B (Produit intérieur brut) ou du P.N.B. (Produit national brut). Pour éviter le problème dû à l'augmentation des prix, la croissance est calculée en "monnaie constante" (hors inflation), le P.I.B. étant corrigé de l'augmentation de l'indice des prix. Ceci permet de calculer une croissance en volume.

La formule de calcul, dans le cas du PIB de l'année "n", est la suivante.

$$\text{Taux de Croissance} = [\text{PIB}(n) - \text{PIB}(n-1)] / \text{PIB}(n-1)$$



Qu'est-ce que « la croissance économique » ? (suite)

La croissance qui est mesurée par **le taux d'augmentation du PIB**, constitue aujourd'hui l'instrument de référence principal pour la gestion de l'ensemble des économies de la planète, de même que pour la politique de développement et de progrès des sociétés humaines.

Sur le plan économique, le taux de croissance offre une mesure synthétique du degré de réalisation de la plupart des objectifs de la politique économique :

- Augmentation des revenus du travail et du capital et accroissement de la richesse matérielle et du bien-être de la population ;
- Augmentation de la capacité de créer des emplois rémunérateurs pour tous ;
- Élargissement de l'assiette fiscale pour la mobilisation des moyens nécessaires au développement des services publics ;
- Affirmation de la puissance économique des pays vis-à-vis du reste du monde ;
- Accumulation de richesses et de pouvoir assurant la sécurité de la collectivité pour l'avenir.

Qu'est-ce que la croissance économique ? (suite)

On distingue généralement :

La croissance extensive qui correspond à une augmentation des quantités de facteurs de production (culture de nouvelles terres, ouverture de nouvelles usines). La croissance extensive génère des créations d'emplois.

La croissance intensive : augmentation, par des gains de productivité, de la production à volume de facteurs de production identiques, notamment sans création d'emplois supplémentaires.



Pourquoi étudier la croissance économique ?

L'étude de la croissance économique est justifiée par la nécessité de comprendre comment par un ensemble d'actions harmonieuses et concertées, une nation peut améliorer de manière soutenue, le niveau de vie de sa population ou se libérer de l'ornière de la pauvreté.

Une identification des déterminants de la croissance et une bonne compréhension de leurs interactions devraient permettre de bien concevoir une politique de développement.



Comment mesurer la croissance économique ?

En pratique, les économistes ont recours au produit national brut (**PNB**) ou au produit intérieur brut (**PIB**) par habitant.

- Le **PIB** par habitant représente la valeur de la production finale de biens et services au cours d'une année sur le territoire d'un pays.

$$\text{PIB /h} = 1/N \sum \text{valeurs ajoutées créées dans une économie en 1 an.}$$

N: nombre d'habitant du pays

- Le **PNB** est le PIB, plus les revenus reçus de l'étranger par les résidents du pays, moins ceux versés aux non-résidents.

Les pays au plus gros PIB

Rang	Pays	PIB 2014 (milliards \$)	PIB 2013 (milliards \$)	Évolution
1	États-unis	17 438	16 724	+4,27%
2	Chine	9 761	8 939	+9,19%
3	Japon	5 228	5 007	+4,42%
4	Allemagne	3 747	3 593	+4,28%
5	France	2 863	2 739	+4,52%
6	Royaume-Uni	2 627	2 490	+5,53%
7	Russie	2 215	2 118	+4,61%
8	Brésil	2 170	2 190	-0,93%
9	Italie	2 148	2 068	+3,85%
10	Canada	1 887	1 825	+3,38%

Rang	Pays	PIB 2014 par habitant (\$)	PIB 2013 par habitant (\$)	Évolution
1	Luxembourg	115 542	110 573	+4,49%
2	Qatar	105 637	104 655	+0,94%
3	Norvège	102 331	101 271	+1,05%
4	Suisse	82 971	80 276	+3,36%
5	Australie	62 127	64 157	-3,16%
6	Danemark	60 256	57 999	+3,89%
7	Suède	59 595	57 297	+4,01%
8	États-unis	54 609	52 839	+3,35%
9	Singapour	53 671	52 918	+1,42%
10	Canada	53 118	51 871	+2,4%

Source : FMI

Pays d'Afrique	PIB Million \$	Année	Part du PIB africain	PIB par habitant
Afrique du Sud	384 300	2012	18,3%	11 100
Algérie	274 500	2012	13,1%	7 400
Nigeria	268 700	2012	12,8%	2 600
Égypte	256 700	2012	12,2%	6 600
Angola	118 700	2012	5,7%	6 000
Maroc	97 530	2012	4,6%	5 100
Tunisie	45 610	2012	2,2%	9 600
Mauritanie	4 199	2012	0,2%	2 200
Togo	3 685	2012	0,2%	900
Érythrée	3 092	2012	0,1%	700
République centrafricaine	2 172	2012	0,1%	800
Cap-Vert	1 889	2012	0,1%	4 000

Source : <http://lespoir.jimdo.com>

Les théories de la croissance économique

Les modèles de croissance théoriques offrent un mécanisme plus précis d'analyse des contributions à la croissance économique de l'accumulation des facteurs et des gains de productivité. Ils nous permettent de mieux comprendre les conséquences des évolutions des taux d'épargne, des taux de croissance démographique, des innovations techniques et d'autres facteurs connexes sur le production et la croissance

Les théories de la croissance économique (suite)

□ Théorie 1: L'innovation à l'origine de la croissance économique : **J. Schumpeter**.

Joseph Aloïs Schumpeter (08 février 1883- 08 janvier 1950) est un économiste autrichien connu pour ses théories sur les fluctuations économiques, la destruction créatrice et l'innovation.

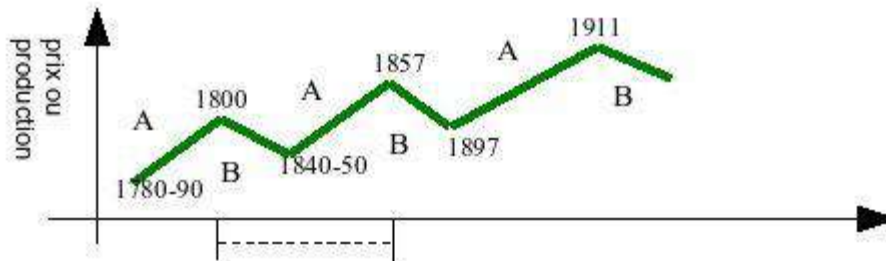
Pour Schumpeter:

- Le progrès technique n'est pas considéré comme extérieur à l'économie.
- Le progrès technique joue un rôle essentiel dans l'activité économique (la croissance).
- Les innovations apparaissent en grappes (de manière groupées , à un moment donné)
- Ces grappes d'innovation entraînent des cycles dans l'activité économique.

Schumpeter croit donc en l'existence de cycles dans l'activité économique, et ces cycles sont donc dus au progrès technique.

En effet, selon lui, le progrès technique entraîne un processus de « destruction créatrice » :

- une phase de croissance de l'activité économique (phase créatrice d'emplois).
- une phase de dépression (phase de destruction d'emplois).



Théories de la croissance économique (suite)

□ Théorie 2 : Le modèle Harrod-Domar.

Dans les années 1940, Roy Harrod et Evsey Domar sont à l'origine des premiers modèles de croissance keynésiens. Ils discutent de la possibilité d'une croissance équilibrée, où la demande croît au même rythme que les capacités de production, ce qui garantirait le plein-emploi. Le modèle montre qu'il n'y a aucune raison que la croissance soit équilibrée et qu'une telle situation est très improbable. La croissance équilibrée serait un chemin étroit (sur le fil du rasoir), qui ne pourrait être maintenu qu'à l'aide de l'intervention de l'État.

Théories de la croissance économique (suite)

□ Théorie 3: Le modèle de Robert Solow

Le modèle de Solow est un des principaux modèles de la théorie de la croissance économique, développé par Robert Solow, il est un modèle de l'économie néoclassique.

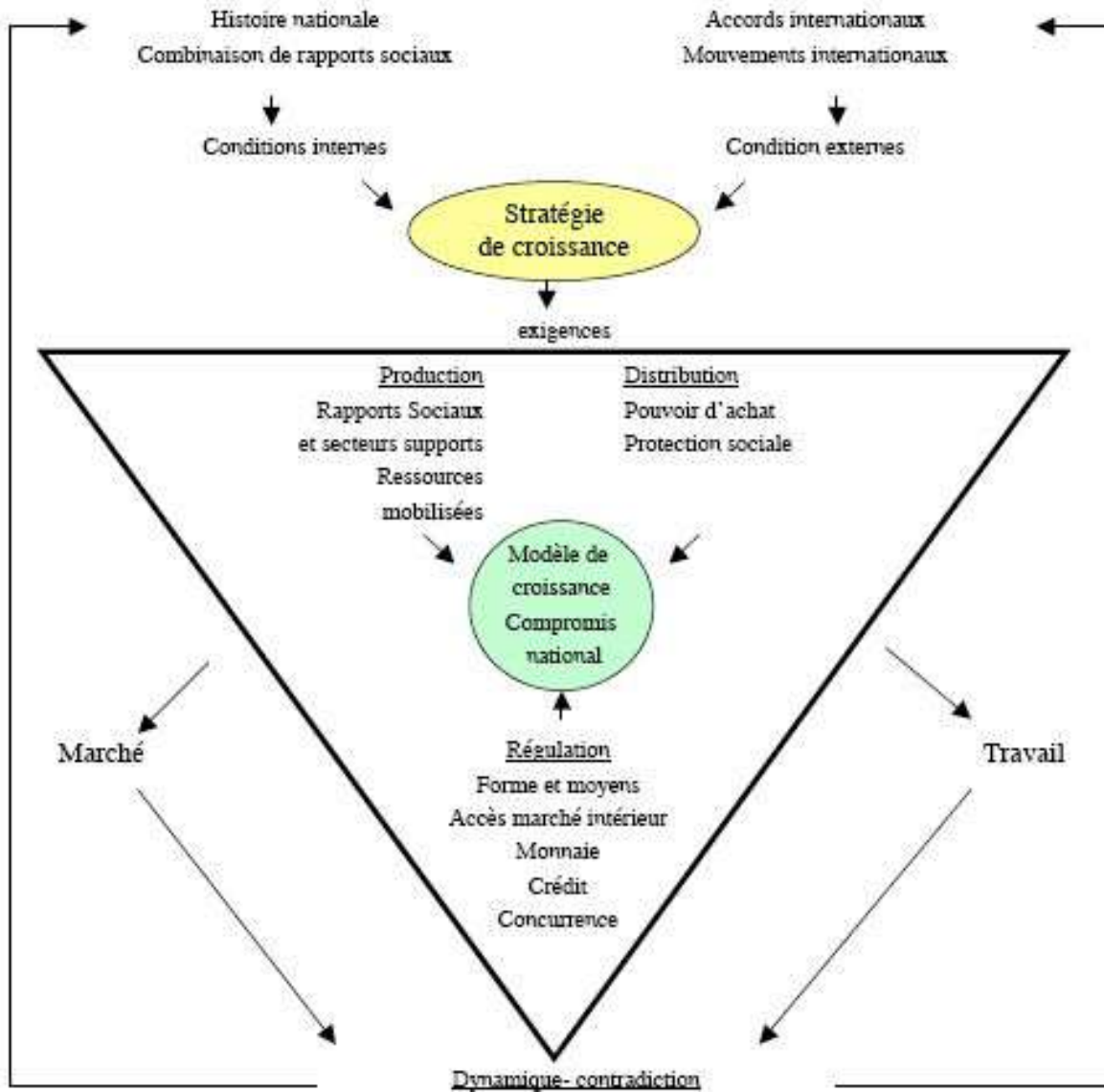
Au cours des années 1950 et 1960, Robert Solow développe ce qui deviendra le modèle de croissance néoclassique de référence. Critiquant le modèle de Harrod-Domar, il montre qu'une croissance de plein-emploi stable et équilibrée est possible.

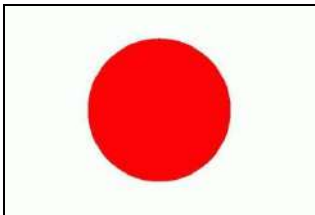
Le modèle de Solow déduit trois prédictions :

- Augmenter la quantité de capital (c'est-à-dire investir) augmente la croissance.
- Les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches.
- En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production par tête.

Stratégie et modèle de croissance:

STRATÉGIE ET MODÈLE DE CROISSANCE





Le modèle de la croissance du Japon

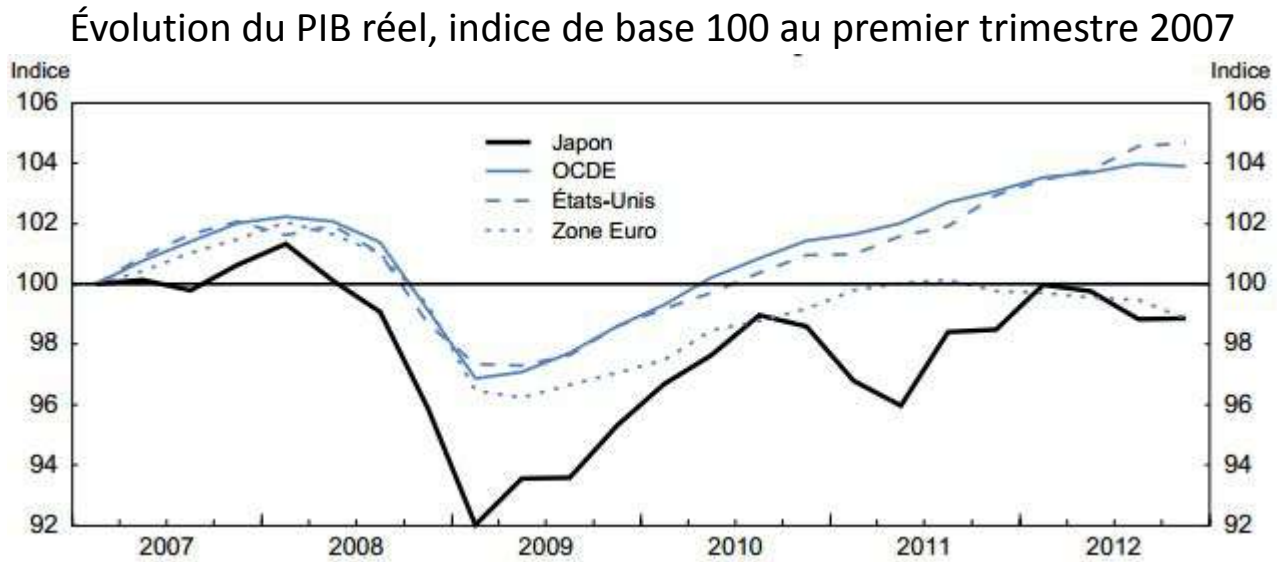
- Les trois secrets de la réussite de la croissance économique du Japon sont :
 - Développement intensif de l'investissement.
 - Expansion accélérée du secteur non agricole.
 - Importations massives de techniques étrangères.

Les causes et les conséquences de l'expansion rapide qu'a connue le Japon au cours des années récentes peuvent être envisagées en premier lieu en se plaçant du point de vue de l'économiste.

Trois facteurs clés ont joué un rôle dans l'expansion de l'après-guerre :

- Le haut niveau des investissements nouveaux,
- Le taux élevé de l'accroissement du nombre des emplois dans le secteur non agricole .
- Le progrès technologique rendu possible par l'introduction en masse de techniques nouvelles venues de l'étranger.

Graphique 1: Le Japon a subi deux chocs majeurs depuis 2008



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.



Le modèle de la croissance de la Turquie

En 2010, la Turquie est la première puissance économique du Moyen-Orient devant l'Iran et l'Arabie saoudite, la 7^e puissance économique d'Europe et la 15^e puissance économique mondiale. Membre du G20 et de l'Union douanière, la Turquie a officiellement entamé ses négociations d'adhésion avec l'Union européenne en octobre 2005.

Situation économique et financière de la Turquie à l'été 2014:

1. L'économie turque, qui a enregistré une croissance de 4% de son PIB en 2013, reste robuste avec une progression de 4,3% au 1^{er} trimestre 2014.
2. La progression de la demande intérieure en 2013 cumulée avec l'effet de la forte dépréciation de la livre turque fin 2013 - début 2014 sur l'inflation importée, ont alimenté les pressions inflationnistes.
3. Le dynamisme économique a contribué à la réduction du déficit des dépenses publiques qui représente 1,2% du PIB en 2013 (contre 2,1% du PIB en 2012). La dette publique turque s'établit à 36,3% du PIB en 2013.
4. Les déséquilibres externes et la très grande dépendance de la Turquie aux flux de hot money constituent sans doute la principale vulnérabilité de l'économie turque.

La Turquie:

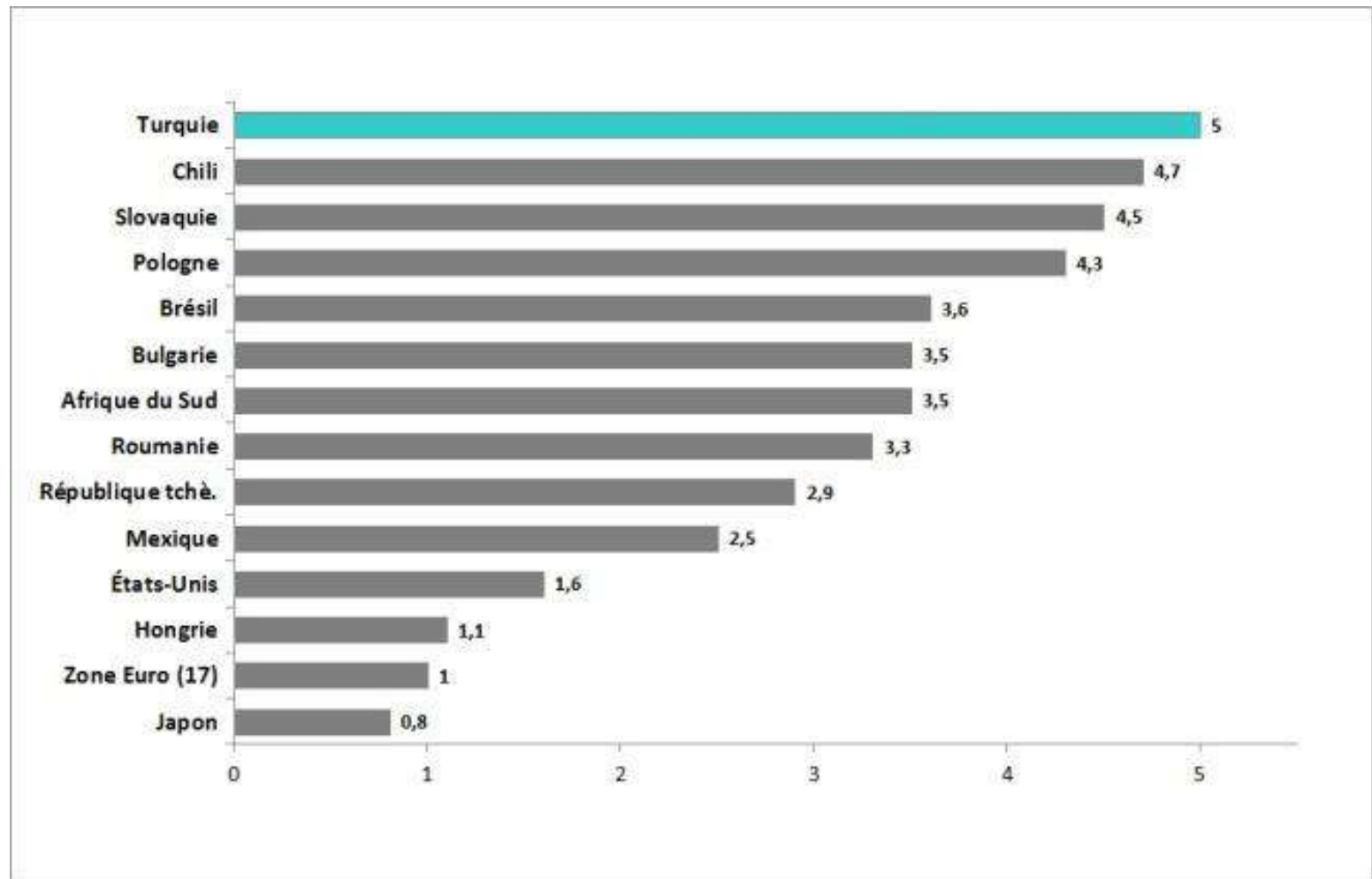
	2011	2012	2013	2014(p)
Croissance PIB (%)	8,8	2,2	4,0	3,3
Inflation (moyenne annuelle)	6,5	8,9	7,5	8,7
Solde budgétaire / PIB (%)	-0,6	-1,8	-1,2	-2,0
Solde courant / PIB (%)	-9,7	-6,2	-7,9	-5,5
Dettes publiques / PIB (%)	39,1	36,2	36,3	34,1

L'économie **turque** affiche depuis les dix dernières années de remarquables performances caractérisées par une **croissance continue**. Grâce à une solide **stratégie macroéconomique** accompagnée des mesures fiscales prudentes et des réformes structurelles majeures en vigueur depuis 2002, l'économie turque a su s'intégrer dans un environnement mondialisé et transformer le pays en l'une des destinations les plus prisées de la région pour les IDE.

Les réformes structurelles, aiguillonnées par le processus d'adhésion de la Turquie à **l'UE**, ont ouvert la voie à des changements globaux dans de nombreux domaines. Ces efforts visaient principalement à accroître le rôle du **secteur privé** dans l'économie turque, à améliorer l'efficacité et la résilience du **secteur financier** et à renforcer les bases du **système de sécurité sociale**. Grâce à ces réformes qui ont consolidé les fondements macroéconomiques du pays, l'économie a affiché un taux de croissance moyen du PIB annuel de **5 %** sur dix années, entre 2002 et 2012.

Selon l'OCDE en effet, la Turquie devrait être le pays membre à **la croissance la plus rapide** entre 2012 et 2017.

Croissance annuelle moyenne du PIB réel (%) 2002-2012



Source : OCDE, Eurostat et sources nationales

La Turquie respecte par conséquent depuis 2004 le critère défini par l'UE à **Maastricht** (est un des **traités** constitutifs de l'**Union européenne**) qui fixe le « **seuil d'endettement public à 60 %** ». De même, de 2003 à 2013, le **déficit budgétaire** a diminué de plus de 10 % pour tomber à moins de **3 %**, autrement dit l'un des critères de Maastricht défini pour **l'équilibre budgétaire**.

Les exportations sont passées de 47 milliards de dollars US en 2002 à 152 milliards fin 2013. De même, les revenus du tourisme, qui avoisinaient les 14 milliards de dollars US en 2003, ont dépassé 32,3 milliards de dollars en 2013.

- Une économie institutionnalisée, qui a attiré plus de 135 milliards de dollars US d'IDE au cours des dix dernières années.
- **16ème** plus grande économie mondiale et **6ème** plus grande économie de l'Union européenne en 2013 (PIB en PPA, FMI-Perspectives sur l'économie mondiale).
- Une solide croissance économique depuis dix ans avec une croissance annuelle moyenne du PIB réel d'environ 5,1 % entre 2003 et 2013.
- Le PIB a atteint 820 milliards de dollars US en 2013, contre 305 milliards en 2003.
- Des politiques économiques solides accompagnées d'une discipline financière prudente.
- Des structures financières robustes qui ont su résister à la crise financière mondiale.



Le modèle de la croissance de Singapour

Singapour est, avec la [Corée du Sud](#), [Taiwan](#), et [Hong Kong](#), l'un des quatre « [dragons](#) » d'Asie comme l'on qualifie ces pays alors en **pleine croissance** économique dans les années 1980.

Son économie repose sur les [services bancaires et financiers](#) (deuxième place financière d'Asie après le Japon), [le commerce](#), [la navigation](#) (le deuxième port du monde derrière Shanghai pour le tonnage cargo avec 501,566 millions de tonnes en 2010, mais aussi en conteneurs pour la même année avec 28 431 100 TEUs), [le tourisme](#), [les chantiers navals](#) et [le raffinage du pétrole](#) (troisième raffineur mondial).

	2011	2012	2013	2014(p)
Croissance PIB (%)	5,2	1,3	4,0	4,0
Inflation (moyenne annuelle)	5,3	4,6	2,3	2,7
Solde budgétaire / PIB (%)	1,3	2,0	0,7	0,7
Solde courant / PIB (%)	24,6	18,6	18,5	17,6
Dette publique / PIB (%)	105,2	111,0	107,8	106,2

FORCES:

- **Compétitivité qualité très élevée.**
- **Développement des secteurs à forte valeur ajoutée (chimie, pharmaceutique, finance).**
- **Importantes entrées d'IDE grâce à un régime fiscal avantageux, à la stabilité politique et à un excellent environnement des affaires.**
- **Exportateur majeur de capitaux en Asie via les fonds souverains Temasek et Government of Singapore Investment Corporation (GIC).**

FAIBLESSES:

- **Économie dépendante des exportations.**
- **Pénuries de main d'œuvre qualifiée.**
- **Vieillesse de la population.**

Singapour champion du monde de la croissance:



Singapour	
Superficie	710 km ²
Urbanisation	50 %
Population	
	4,98 millions d'hab.
	Chinois 74,2 %
	Malais 13,4 %
	Indiens 9,2 %
	Autres 3,2 %
PIB 2009	
	177 milliards de \$
Monnaie	
	1 \$ sing. = 0,72 \$ US
Taux de chômage	
	4,3 %
Espérance de vie	
	80,9 ans
Alphabétisation	
	96,2 %



- **Croissance annuelle du PIB (%) :**



Son économie repose généralement sur **cinq piliers** :

- 1/ L'industrie manufacturière qui s'oriente de plus en plus vers la chimie et la pharmacie.
- 2/ Les services financiers.
- 3/ Les services aux entreprises.
- 4/ La construction.
- 5/ Les activités de logistique transport.

Dans tous ces domaines , [Singapour](#) offre aux entreprises une fiscalité pratiquement sans égal. Le taux d'imposition sur les sociétés n'est que de 17%, assorti de nombreuses possibilités de déductions. Les plus-values ne sont pas imposables. Et le tout nouveau «productivity and innovation credit act», applicable de 2011 à 2015, va permettre aux sociétés qui investissent dans la recherche et le développement de bénéficier de déductions fiscales pouvant aller jusqu'à 250% des dépenses qu'elles auront engagées.

[Singapour](#) va devoir accueillir en 2014 100 000 travailleurs étrangers supplémentaires, ce qui ne manque pas de provoquer des tensions avec les habitants qui se plaignent déjà du coût social de ces nouveaux arrivants. La rançon du succès.



Le modèle de la croissance de La Malaisie

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2011	2012	2013	2014(p)
Croissance PIB (%)	5,1	5,6	4,7	5,5
Inflation (moyenne annuelle)	3,2	1,7	2,1	3,3
Solde budgétaire / PIB (%)	-3,8	-3,6	-4,6	-3,5
Solde courant / PIB (%)	11,6	6,1	3,8	4,1
Dette publique / PIB (%)	54,3	56,0	58,2	5

FORCES :

Exportations diversifiées.

Dynamisme du secteur des services.

Système d'éducation performant, bonnes infrastructures, R&D élevée.

Soutien de l'investissement à travers le développement du marché financier local et un accès élargi aux IDE.

FAIBLESSES :

Économie dépendante de la demande externe.

Forte dépendance des recettes budgétaires aux performances du secteur gazier et pétrolier.

Stock de crédit bancaire au secteur privé très élevé.

Érosion de la compétitivité prix de l'économie liée à un coût du travail élevé.

Persistance des disparités régionales.



Le modèle de la croissance de La Malaisie

La Malaisie fait partie des tigres asiatiques, elle est passée en **25 ans** du stade de pays en voie de développement à celui de pays développé. Le développement de la Malaisie est organisé en fonction de plans de développement quinquennaux.

L'essor économique de la Malaisie se réalise grâce à la modernisation des transports (métro à Kuala Lumpur, autoroutes, ponts, ports de commerce), des communications et des infrastructures énergétiques, ainsi qu'au développement des zones industrielles et aux incitations fiscales pour les investisseurs dans des industries d'exportation.

La Malaisie est devenue un **leader mondial** dans la production de composants électroniques, notamment les semi-conducteurs, et elle est le premier pays d'Asie du Sud-Est à concevoir et produire une automobile: la Proton, qui est exportée aux quatre coins de la planète.

L'économie de la Malaisie est une économie ouverte relativement petite, la **33^e** au monde en termes de PPA avec un PIB de 380 milliards \$ US, en 2010.

Les principaux investisseurs étrangers dans le pays sont les États-Unis, le Japon et les Pays-Bas.

Part des principaux secteurs d'activité dans le PIB :

services : 55 %

industrie et construction : 25 %

activités minières : 8 %

agriculture : 7%

construction : 4%

La Malaisie enregistre depuis la crise financière une croissance solide, portée par le dynamisme de la demande interne qui a fait contrepoids au ralentissement des exportations. Les analystes anticipent pour les années à venir une croissance dynamique, supérieure à **5%** par an.

L'économie Malaisienne est fortement marquée par son intégration dans le commerce international, ce qui a eu pour effet de dégrader son solde du commerce extérieur. Si la balance courante demeure excédentaire, soutenue par les exportations de matières premières et notamment **d'hydrocarbures**, elle est passée de +17% du PIB en 2008 à +4% en 2013.



Le modèle de la croissance du Maroc

Selon les dernières statistiques, le PIB du Maroc en 2013 est de 104,8 milliards de dollars. Sur le plan économique Africain, le Maroc se classe **5^e puissance** économique derrière l'[Afrique Du Sud](#), l'[Algérie](#), le [Nigeria](#) et l'[Égypte](#).

L'économie marocaine évolue sur un rythme de croissance rapide. Elle a enregistré durant les cinq dernières années un taux de croissance moyen de **6,5 %**. En effet, en [2001](#) et dans un contexte de contre-performance du secteur agricole, de morosité de la conjoncture internationale, l'économie marocaine a enregistré un taux de croissance estimé à **6,5 %** contre 1 % en [2000](#), 5,2 % en [2002](#), 6,5 % en [2003](#) plus de 8 % en [2006](#) et quasiment 5 % en [2010](#).

PIB en millions de USD (à prix courants) :

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
89 143,30	90 826,00	90 620,10	99 510,00	96 270,10	104 883,00	108 851,00	116 013,00

Le modèle de la croissance du Maroc : opportunités et vulnérabilités

- 1 / Des avancées en matière de développement humain en dépit d'une croissance insuffisamment partagée.
- 2 / Finances publiques : une hausse des taux d'endettement alimentée par le creusement du déficit budgétaire.
- 3 / Les enjeux du modèle de croissance marocain : renforcer la diversification et la productivité pour assurer une croissance plus inclusive.

1 / Des avancées en matière de développement humain en dépit d'une croissance insuffisamment partagée :

Au cours des années 2000, le Maroc a enregistré d'importantes avancées en matière de réduction de la **pauvreté**, qui a reculé de 15,3% à 9% entre 2001 et 2007. Au seuil de référence de 2 dollars par jour le taux de pauvreté est plus élevé (14%) mais demeure faible en comparaisons internationales.

Toutefois, cette évolution globale masque de fortes disparités spatiales. La pauvreté demeure un phénomène essentiellement rural au Maroc (14,4% contre 4,8% en milieu urbain).

En outre, les avancées en matière de réduction de la pauvreté ne doivent pas occulter les situations de vulnérabilité économique qui demeurent répandues. La dernière carte de la pauvreté élaborée par le HCP indique en effet que le taux de vulnérabilité à la pauvreté s'élevait à 18% en 2007.

	Maroc		
	1991	2001	2007
Pauvreté et Inégalités			
Coefficient de Gini	39,2	40,6	40,9
Taux de pauvreté (seuil national de pauvreté, en % de la population)	n.d.	15,3	9
Taux de pauvreté (seuil de 2 USD PPA)	15,9	24,3	14

	1994	2004	2009
	Éducation		
Taux d'alphabétisation des adultes	41,6	52,3	56,1
Population ayant suivi un enseignement secondaire ou supérieur (en % de la population âgée de plus de 25 ans)	n.d.	n.d.	28

	Maroc	
	2001	2013
Taux d'activité (en % des 15-64 ans)	51,2	48,5
Taux de chômage	12,7	9,1
Taux de chômage des jeunes (15-24 ans)	19,1	19,1
Taux d'emploi	44,7	44,1

2 / Finances publiques : une hausse des taux d'endettement alimentée par le creusement du déficit budgétaire.

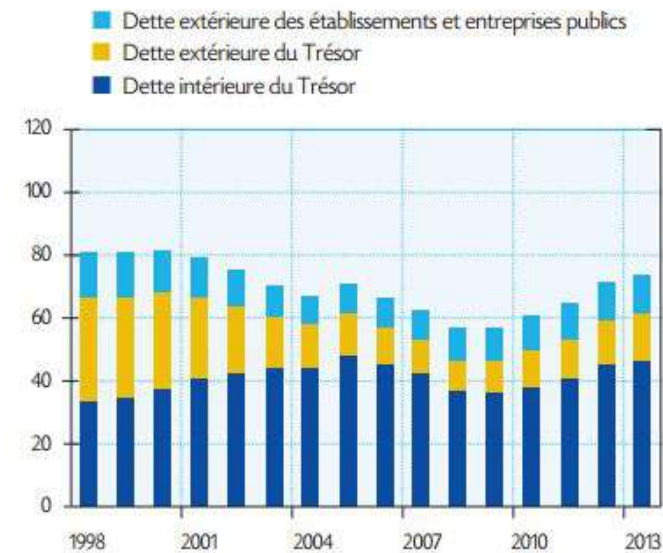
2-1-Un taux d'endettement public élevé, malgré une structure de la dette favorable:

Au cours des années 2000, l'état a mené une politique de désendettement du secteur public qui lui a permis de ramener la dette publique (hors dette extérieure des établissements et entreprises publics [EEP]) de 68 % du PIB en 2000 à 47 % en 2009.

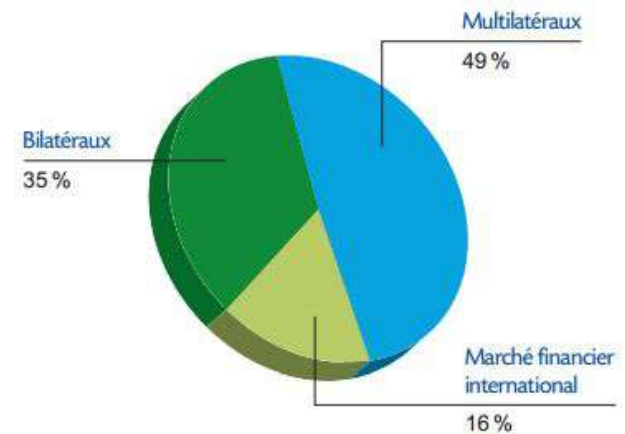
La politique d'endettement extérieur du Trésor s'articule autour de deux axes principaux :

- (1) le recours maîtrisé à l'endettement extérieur en privilégiant les financements assortis de conditions financières concessionnelles pour le financement de projets socio-économiques et des programmes de réformes, et
 - (2) : le recours prudent au marché financier international pour atténuer la ponction du trésor sur les ressources domestiques.
- Ainsi, 85% de la dette extérieure est contractée auprès des bailleurs multilatéraux et bilatéraux à des conditions concessionnelles.

Taux d'endettement public (en % du PIB)



Structure de l'endettement public extérieur par créancier en 2012 (en % du total)

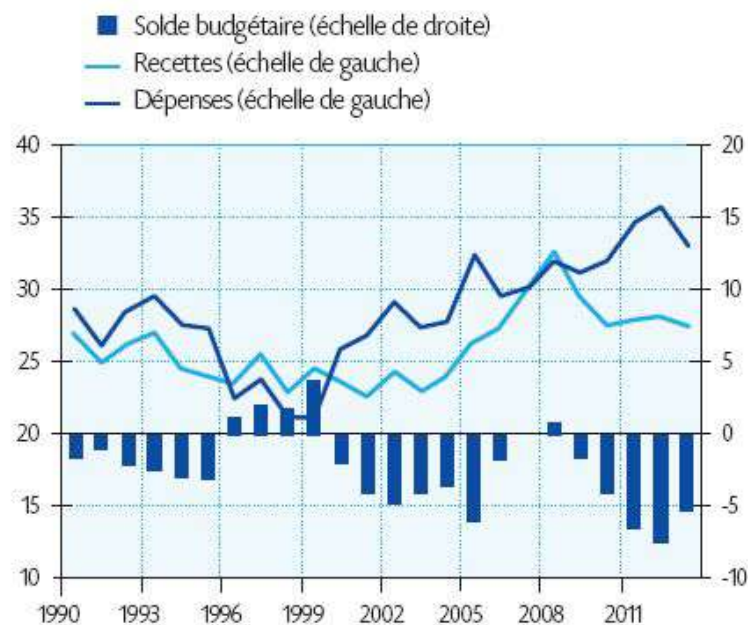


2-2- La politique budgétaire axée sur le soutien de la demande interne a généré une dégradation des finances publiques:

La réduction de l'endettement public au cours des années 2000 résulte à la fois des bonnes performances du pays en termes de croissance économique durant cette décennie, mais également d'un niveau relativement modéré du déficit public.

La crise financière internationale et les implications des soulèvements dans le sillage du printemps arabe ont enrayé cette tendance. En effet, l'ampleur du déficit public n'a cessé de croître depuis 2009, pour atteindre 7,5 % du PIB en 2012. Ainsi que le déficit budgétaire était de 3 % du PIB en moyenne au cours de la période 2000-2008, il s'établit en moyenne à 5,2 % depuis 2009 (graphique). Parmi les différents facteurs d'accroissement du taux d'endettement public, la contribution du déficit budgétaire s'est par conséquent considérablement renforcée ces dernières années.

Exécution budgétaire (en % du PIB)



3 / Les enjeux du modèle de croissance marocain : renforcer la diversification et la productivité pour assurer une croissance plus inclusive.

L'évolution du modèle de croissance a permis au Maroc de franchir un palier de croissance au début des années 2000, après deux décennies de croissance relativement faible. Le modèle de croissance marocain montre plusieurs signes d'essoufflement, notamment l'aggravation des déséquilibres macroéconomiques qu'il génère et la difficulté à réduire un chômage élevé en particulier chez les couches les plus jeunes et les plus diplômées de la population.

Tableau : Taux de croissance réels (en %)

	1980-1989	1990-1999	2000-2009	2010-2013
Monde	3,4	3,1	3,5	3,3
Pays en développement et émergents	3,5	3,7	6,1	5,8
Afrique subsaharienne	2,4	2,2	5,7	5,1
Asie en développement	6,8	7,6	8,5	6,8
Moyen Orient	1,6	3,8	4,9	4,7
Maroc	3,8	2,5	5,1	4,3

Source : FMI (WEO)

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION

Le chômage



PLAN

Introduction

1/ Définition

2/ Les formes du chômage

3/ Les causes du chômage

4/ Les conséquences du chômage.

5/ Le chômage au Maroc.

6/ La situation de marché de travail au 3ème trimestre de l'année 2014

Définition

Le terme « **chômage** » est issu du Latin populaire « **caumare** » dérivé du grec ancien « **καυμα** » (kauma), signifiant « se reposer pendant la chaleur ». Jusqu'au **xix^e siècle** il signifie une cessation d'activité en général. (Dictionnaire étymologique Larousse, Paris, 1971).

Le **chômage** peut être défini comme l'état d'inactivité d'une personne souhaitant **travailler**. Cette définition du chômage connaît de nombreuses variantes et son concept donne toujours lieu à des controverses théoriques et statistiques.

En première analyse on peut dire que : «Sont au chômage toutes les personnes au-dessus d'un âge déterminé, qui n'exercent pas d'emploi rémunéré ou ne sont pas travailleurs indépendants, sont disponibles pour travailler, et s'efforcent de trouver un emploi rémunéré ou de devenir travailleurs indépendants.»

Définition statistique:

La statistique du chômage est marquée par la cohabitation d'une définition internationale proposée par le [Bureau international du travail](#) (BIT) et celles propres aux États et organismes statistiques nationaux.

La norme BIT:

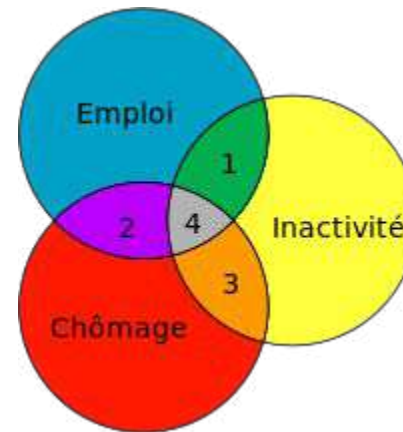
Selon le BIT, est chômeur toute personne (de 15 ans ou plus) qui remplit les critères suivants :

- A plus de 15 ans,
- Est sans travail,
- Est immédiatement disponible pour occuper un emploi,
- Recherche activement un travail.

[Taux de chômage](#) = chômeurs au sens du BIT / population active

D'après les définitions statistiques, chaque individu peut rentrer dans l'une des trois catégories suivantes :

- **Chômeur** s'il remplit les critères de la définition,
- **Actif occupé** s'il travaille effectivement,
- **Inactif** s'il ne travaille pas et ne remplit pas les critères de définition du chômage (exemple : les retraités, les enfants, les étudiants...).



Le « halo du chômage », d'après J. Freyssinet.

Quelques exemples de situations intermédiaires

Le taux de chômage exprime la part des chômeurs dans la population active âgée de 15 ans et plus. Ce taux est obtenu par le rapport de l'effectif des chômeurs à celui des actifs âgés de 15 ans et plus.

Les formes du chômage

- **Le chômage frictionnel** : C'est le temps qui sépare la cessation volontaire d'une activité et la reprise d'une autre activité professionnelle.
 - Chômage de plein emploi.
- **Le chômage saisonnier** : Il concerne l'ensemble des activités qui se déroulent selon un cycle qui n'est pas constant dans le temps.
 - Exemple : tourisme, activités agricoles...
- **Le chômage conjoncturel** : Il résulte d'un ralentissement de l'activité économique.
 - Exemple : si le volume de production excède la demande des consommateurs.
- **Le chômage structurel** : Il provient d'un déséquilibre durable du fonctionnement du marché du travail.
 - Il est massif et permanent,
 - Situation des pays industrialisés depuis les années 1980.

Les causes du chômage

1. L'avancée technologique:

- **Rupture des liens production – Emploi**
 - Substitution des hommes par les machines,
 - Les emplois supprimés au stade de l'utilisation de sont pas recréés au stade de la conception.
 - Donc l'industrie a moins recours à la main d'œuvre.

2. Les compétences requises – L'éducation:

- Inadéquation entre qualifications proposées et demandées
 - Le chômage chez les jeunes peu diplômés est élevé car les exigences des entreprises au point de vue technique sont de plus en plus élevées.
 - Chez les diplômés, les diplômes ne sont pas adaptés au marché du travail.
- D'après HCP, en fin 2013, le taux de chômage chez les diplômés est de 19.8%

Les causes du chômage

3. Les charges sociales pour les entreprises

- Au fur et à mesure des gouvernements, les entreprises ont vu leurs charges augmenter :
 - Augmentation des impôts sur le bénéfice des entreprises.
 - Augmentation de charges sociales.
 - Obligation d'un budget de formation.
 - Augmentation du SMIC,
 - Augmentation du coût des réductions d'effectifs...

4/ Causes liées à des facteurs socio-économiques

- *les jeunes rejetés de l'école.

- *La pression démographique: l'augmentation de la population active alimente le chômage puisque l'appareil productif est incapable de générer les postes de travail pour occuper toutes les personnes actives.

- *Substitution du capital au travail: on parle du chômage technologique.

- *l'insuffisance des investissements: Elle concerne essentiellement les pays sous-développés dont les investissements générateurs d'emploi sont faibles.

5/ Faible mobilité de la main d'œuvre :

Ce type de chômage est causé par les travailleurs qui ne veulent pas se déplacer là où il y a du travail.

Les conséquences du chômage

Pour le chômeur :

Sur le plan économique :

- *Gaspillage des ressources humaines et de la force de travail.
- *Les allocations de chômage dans les pays développés.

Sur le plan social :

- *Baisse du pouvoir d'achat et dégradation des niveaux de vie des chômeurs.
- *Déqualification professionnelle et non expérimentation des chômeurs à cause de l'oubli de tout ce qu'ils ont appris pendant une longue durée.
- *Regard des autres qui cause des difficultés morales.

Pour L'E/se :

- * Les employeurs ont le choix de la main d'œuvre moins chère.
- * Il faut indemniser les chômeurs puisque les cotisations sociales augmentent, sinon il aura une baisse de la demande (baisse de la consommation et baisse de la production).

Pour le salarié :

- * Cotisations des salariés augmentent
- * Crainte d'être licencié
- * Multiplication des emplois précaires
- * Les salaires n'augmentent plus vite qu'avant.

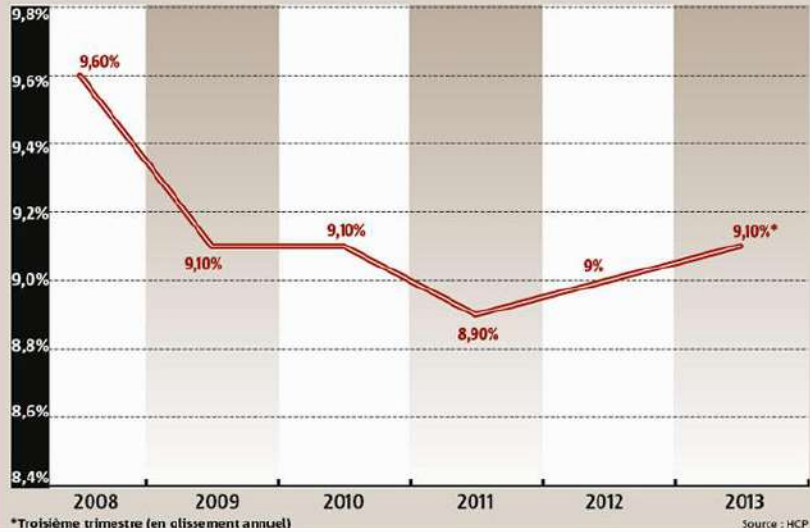
Pour l'État :

- * Manque à gagner par l'exonération des entreprises.
- * Les plans emplois sont chers (stages, formation).
- * Développement du travail en noir .
- * La pauvreté.

Le chômage au Maroc

Le plus bas taux a été enregistré en 2011

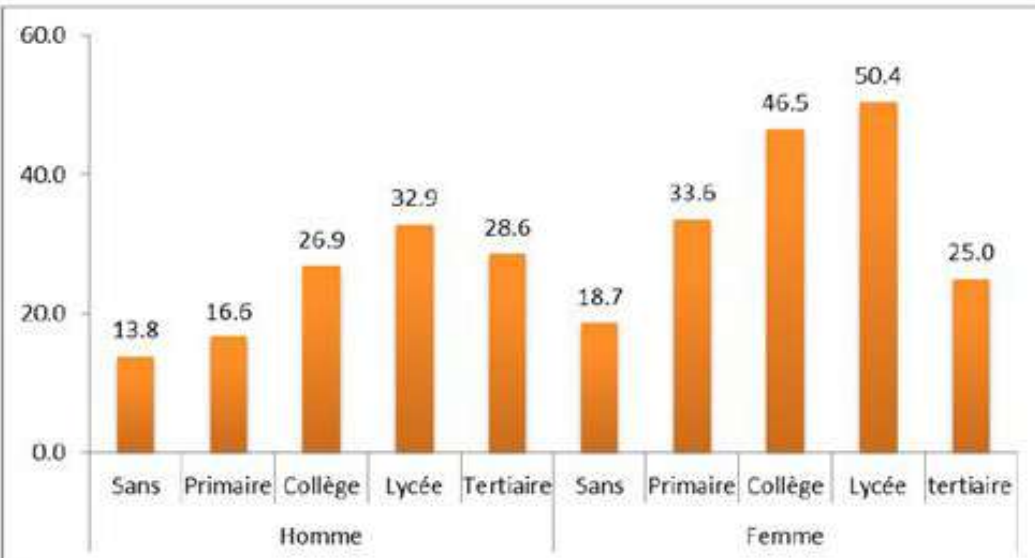
Evolution du chômage depuis 2008

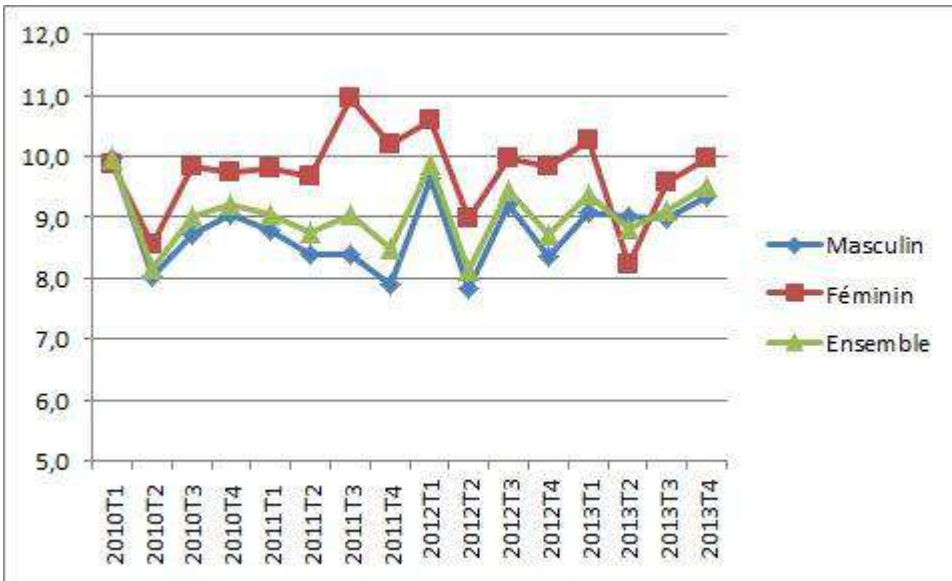


Le taux de chômage du Maroc entre 2008 et 2013

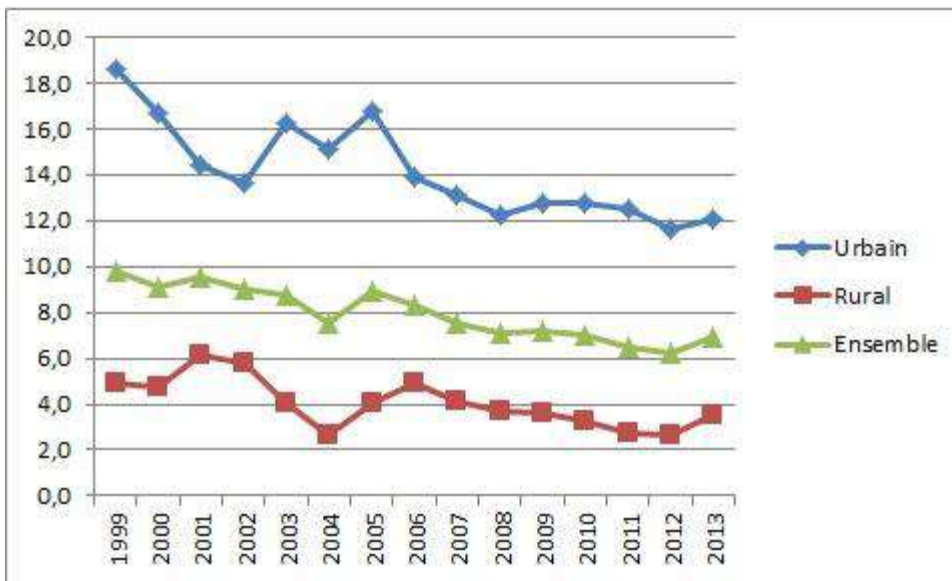


Taux de chômage chez les jeunes selon le niveau d'études en 2012

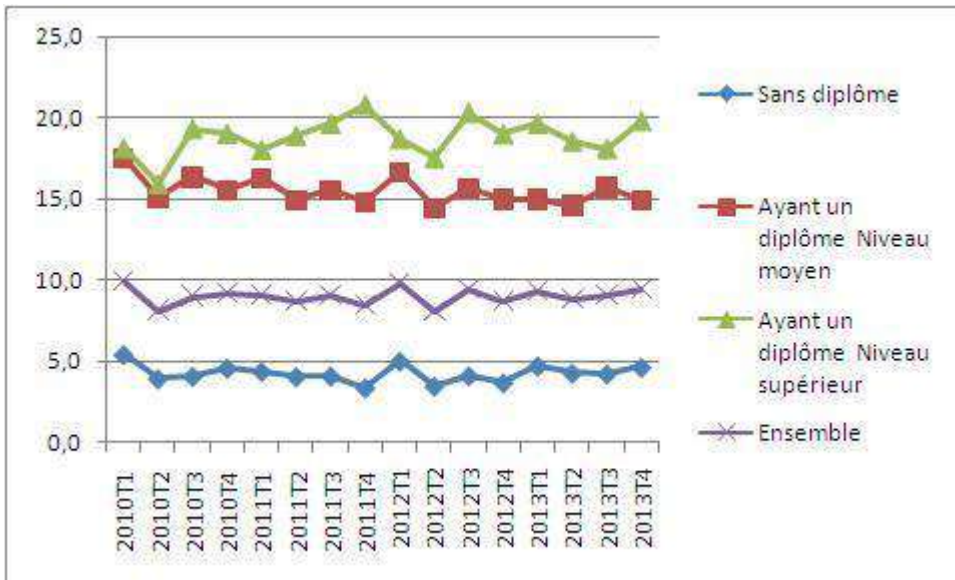




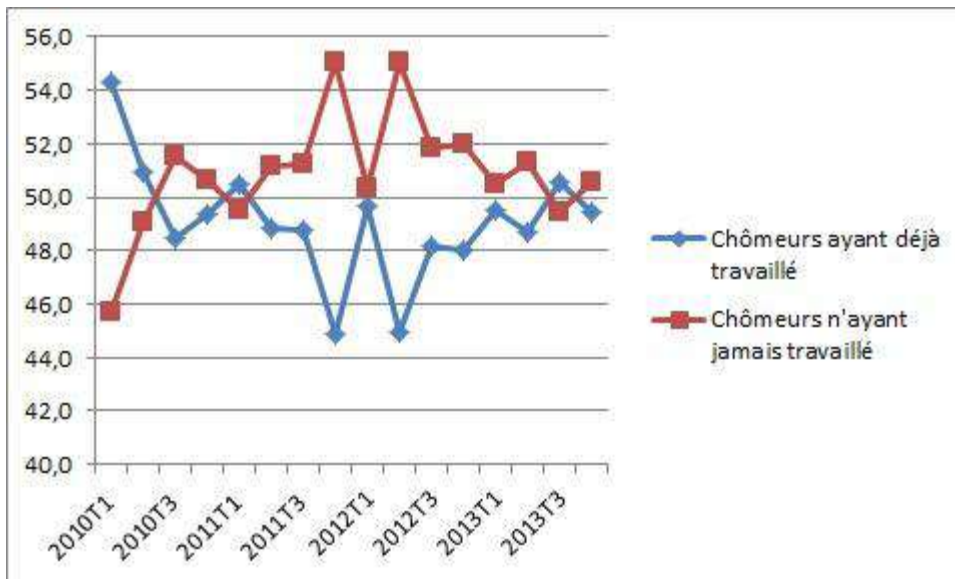
Taux de Chômage trimestriel selon le sexe



**Taux de chômage à la Région
Souss-Massa-Draâ
selon le Milieu de
résidence**



Type de Chômage national (trimestriel)



Taux de chômage national (trimestriel) selon le diplôme

La situation du marché du travail au 3^{ème} trimestre de l'année 2014

Principaux indicateurs:

Entre le troisième trimestre de 2013 et celui de 2014 :

- Le Maroc a créé 133.000 postes d'emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire et en a perdu 75.000 dans l'"agriculture, forêt et pêche", se soldant par une création nette d'emploi à 58.000 postes, 36.000 en milieu urbain, 22.000 en milieu rural.
- Le nombre de chômeurs s'est accru de 64.000 personnes, 40.000 en milieu urbain et 24.000 en milieu rural portant le volume global du chômage au niveau national à 1.140.000 personnes.
- Compte tenu de l'évolution de la population active, le taux de chômage est passé, de 9,1% à 9,6% au niveau national, de 14% à 14,5% en milieu urbain et de 3,7% à 4,1% en milieu rural. Parmi la tranche d'âge 15 à 24 ans, il est passé de 19,1 à 20,6% et parmi les détenteurs de diplômes de 16,5% à 16,8%.
- Le taux de sous-emploi, de son côté, s'est élevé de 9,4% à 10,6% au niveau national, de 8,6% à 9,6% en milieu urbain et de 10,3% à 11,6% en milieu rural.

Situation et évolution du marché du travail

- Avec 11.885.000 personnes, la population active âgée de 15 ans et plus s'est accrue, entre les troisièmes trimestres de 2013 et 2014, de 1% au niveau national (+1,2% en milieu urbain et +0,8% en milieu rural).
Le taux d'activité est ainsi passé, entre les deux périodes, de 48,5% à 48,2%, enregistrant une diminution de 0,3 point.
- Dans ce cadre, 141.000 postes d'emploi rémunérés ont été créés au cours de la période, 58.000 postes en milieu urbain et 83.000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré, composé de 98% d'aides familiales, a enregistré une baisse de 83.000 postes, 22.000 en zones urbaines et 61.000 en zones rurales.

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION

La crise financière



PLAN

Introduction

1/ Définition

2/ Historique

3/ Origines de la crise financière

4/ L'enchaînement des événements.

5/ Les réponses à la crise

6/ quelles sorties de crise

7/ L'impact de la crise 2008 sur le Maroc

Définition

D'une manière générale:

Le terme crise financière s'emploie pour désigner la **déstabilisation** du système bancaire et financier d'une ou de nombreuses économies. La crise financière inclut les monnaies, les institutions financières et le marché boursier.

Une crise financière peut être de différentes natures et toucher un seul ou plusieurs secteurs économiques.

Elle peut se situer à différentes échelles planétaire régionale ou nationale. Elle peut s'étendre par contagion et devenir international.

Donc : Une crise financière concerne les acteurs en difficultés financières, ayant du mal à payer leurs engagements à leurs créanciers. Les agents économiques concernés sont souvent proche de l'état de cessation de paiement.

La crise financière mondiale qui a commencé en 2007 est une crise financière marquée par une crise de liquidité et parfois par des [crise de solvabilité](#) tant au niveau des banques que des États, et une raréfaction du crédit aux entreprises. Amorcée en juillet 2007, elle trouve son origine dans le dégonflement de [bulles de prix](#) (dont la [bulle immobilière américaine des années 2000](#)) et les pertes importantes des [établissements financiers](#) provoquées par la [« crise des subprimes »](#).

C'est la crise la plus grave de l'[histoire des bourses de valeurs](#), après celle de 1873, découlant de la crise bancaire de mai 1873.



Historique

2001 : éclatement de la bulle des « nouvelles technologiques »

2002-2006 : gonflement de la bulle immobilière.

2006 : le taux directeur de la Réserve fédérale américaine atteint 5,75 %.

Juillet 2007 : la chute des organismes de prêts hypothécaires.

Octobre 2007 : les indices boursiers repartent à la hausse.

Hiver 2007-2008 : les dominos continuent à tomber (Les banques continuent à être aussi soupçonneuses dans l'octroi de prêts à d'autres banques)

Septembre 2008 : la crise repart de plus belle obligeant les États à racheter des banques (Les États ne se contentent plus, comme en 2007, de prêter de l'argent. Maintenant, ils rachètent les banques pour éviter leur faillite)

Octobre 2008 : l'adoption du plan Paulson (Georges Bush et Henry Paulson 'Secrétaire du Trésor américain' proposent au congrès un plan de rachat des créances pourries des banques pour un total de 700 milliards de dollars en deux ans)

Origines de la crise financière

Les principales causes de la crise financière mondiale 2008 sont :

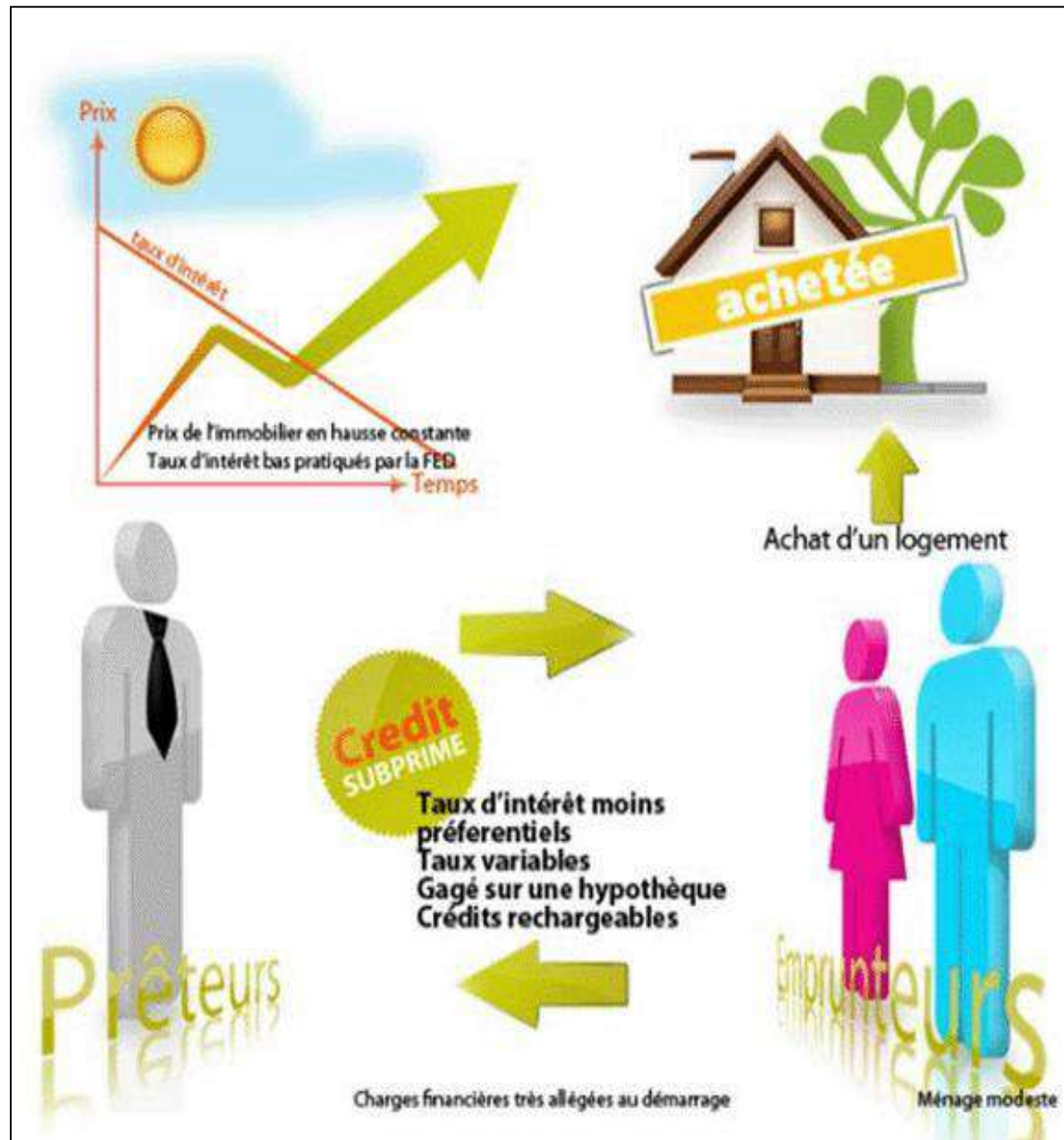
1/ La crise immobilière américaine (subprimes).

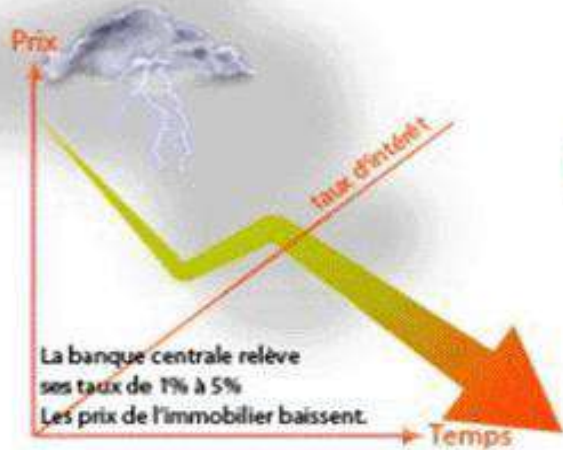
2/ La titrisation.



1/ Les subprimes:

- **Les subprimes** sont des prêts immobiliers, à taux variables et intérêts élevés, accordés aux États-unis à des ménages aux revenus modestes.





Credit
SUBPRIME

Les charges de remboursement s'alourdissent.



Des établissements de crédit spécialisés se sont, les premiers, retrouvés en difficulté.

Taux de défaillance des emprunteur U.S. : 15% en 2007

Les étapes générales :

Des ménages américains à faibles ressources souhaitent acheter une maison



Les banques leur accordent des crédits à taux variables. En garantie, les maisons sont hypothéquées.



Les remboursements sont faibles au départ (taux d'intérêt faibles). La valeur de l'immobilier monte.



La capacité de remboursement des ménages semble assurée : le patrimoine des ménages prend de la valeur + les taux d'intérêt demeurent faibles.



Les taux augmentent



Les ménages doivent donc rembourser des sommes de plus en plus importantes



Certains ménages n'arrivent plus à rembourser



Les banques saisissent les maisons et souhaitent les revendre



L'offre de maisons est telle que l'immobilier s'effondre (offre supérieure à la demande)



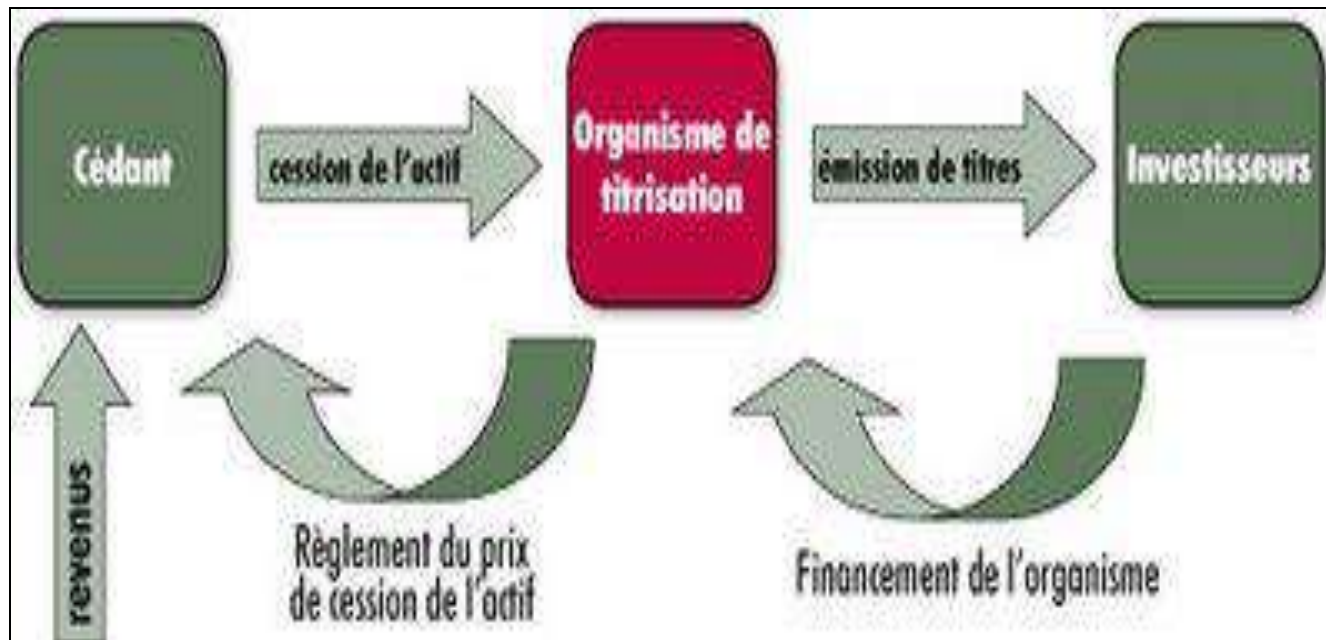
Le nombre de ménages dans l'incapacité de rembourser augmente (la valeur de leur patrimoine diminue et les taux d'intérêt ne cessent d'augmenter)



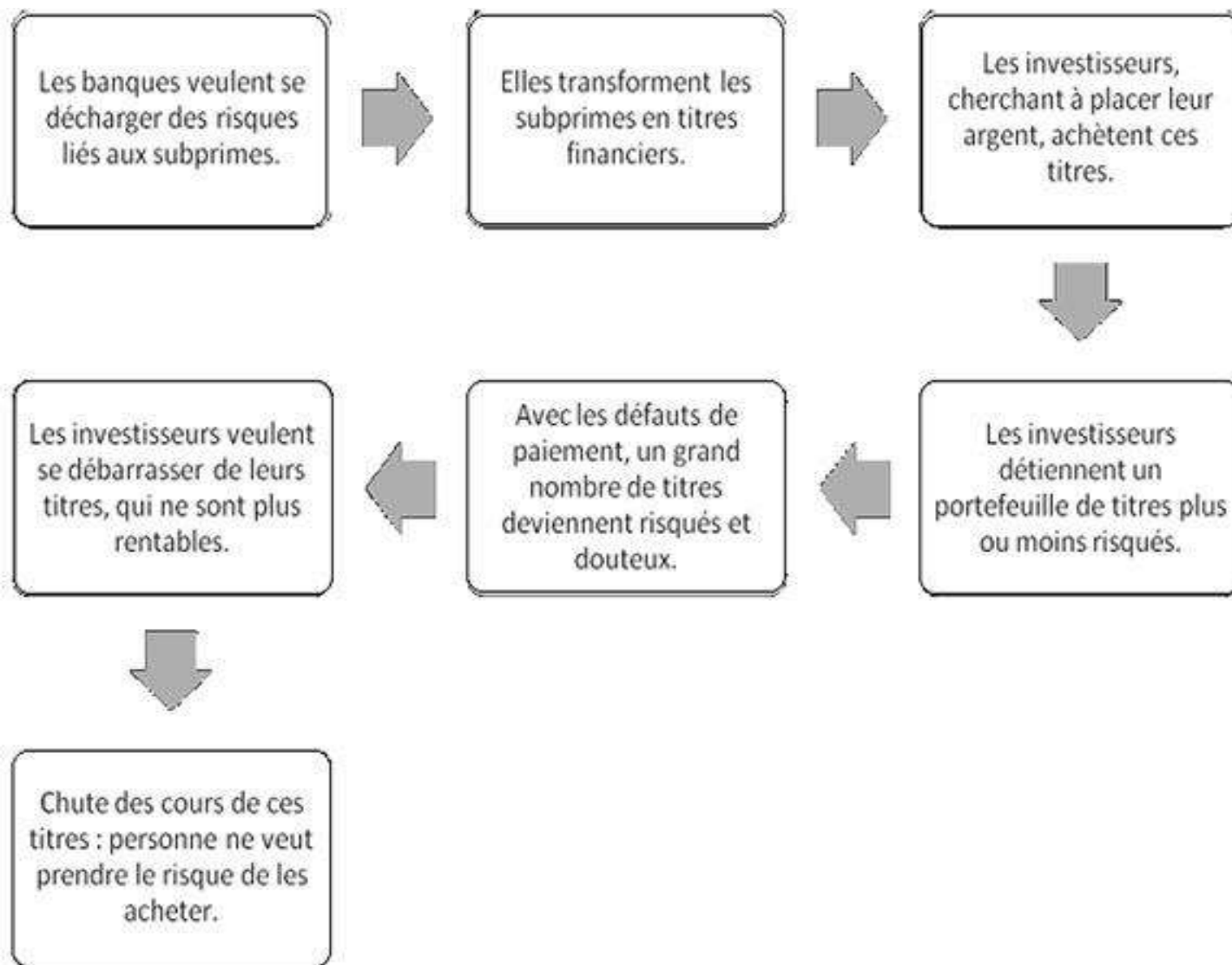
Les banques font des pertes et certaines font même faillite.

2/ La titrisation:

La titrisation est une technique financière née dans les années 1970, qui **transforme** un portefeuille de créances (prêts ou factures) ou d'autres actifs (comme des stocks) en titres négociables : obligations ou billets de trésorerie.



Les étapes générales :



L'enchaînement des événements : Du chaos financier au KO économique

**Crise de l'immobilier
américain**



Crise financière



**Crise majeure de
liquidité**

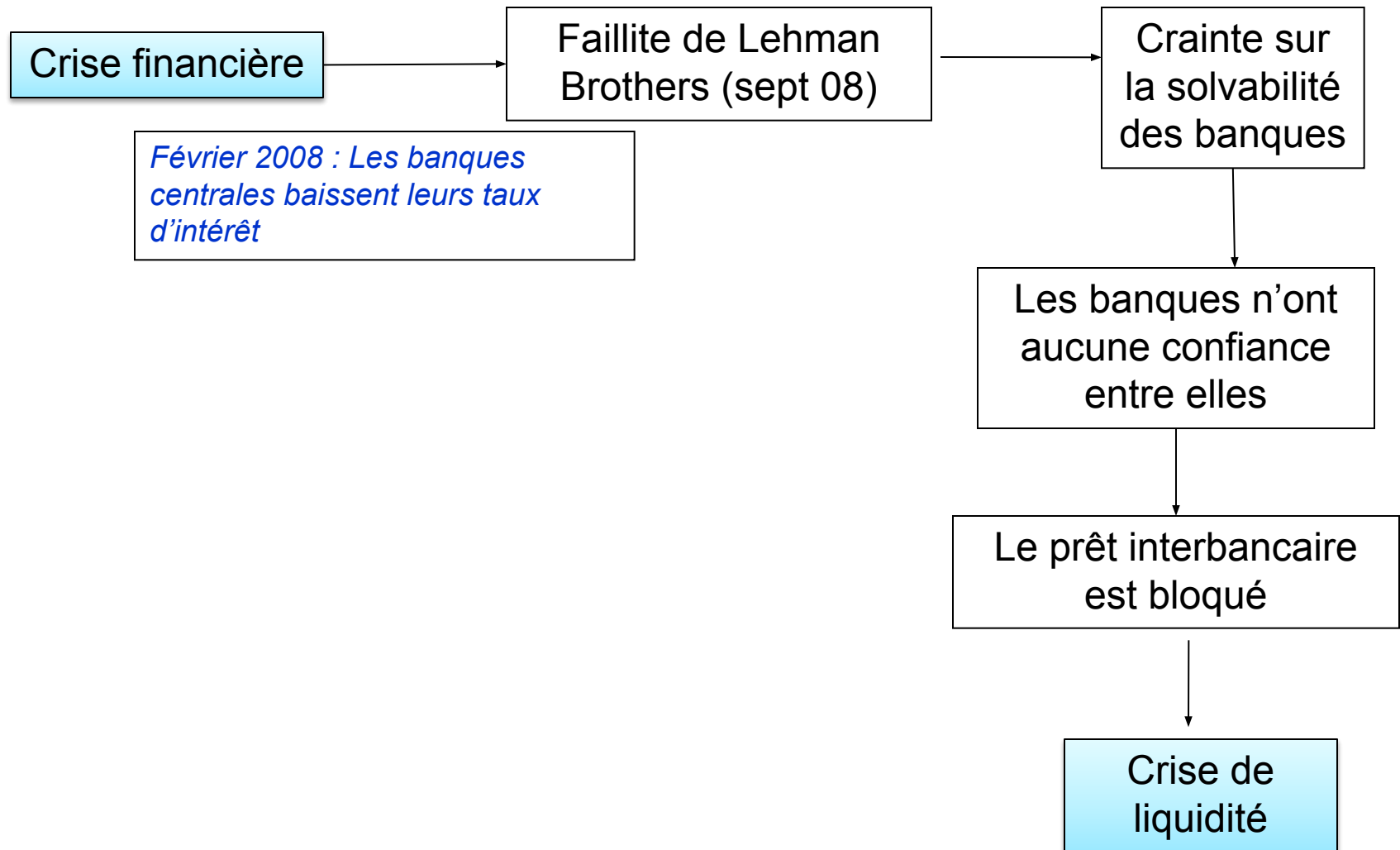


Crise bancaire

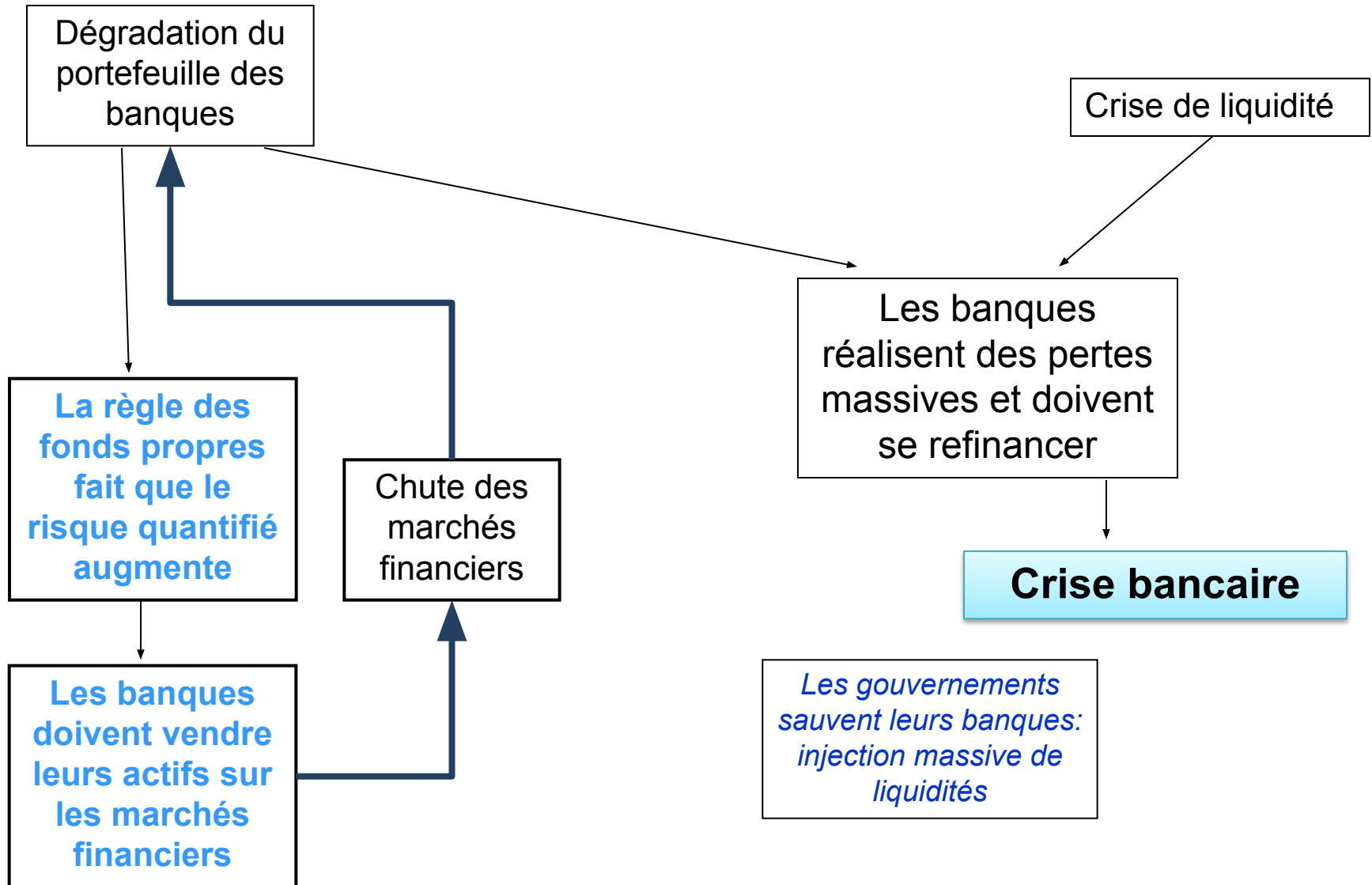


**Crise
d'insuffisance de
la demande**

De la crise financière à la crise majeure de liquidité

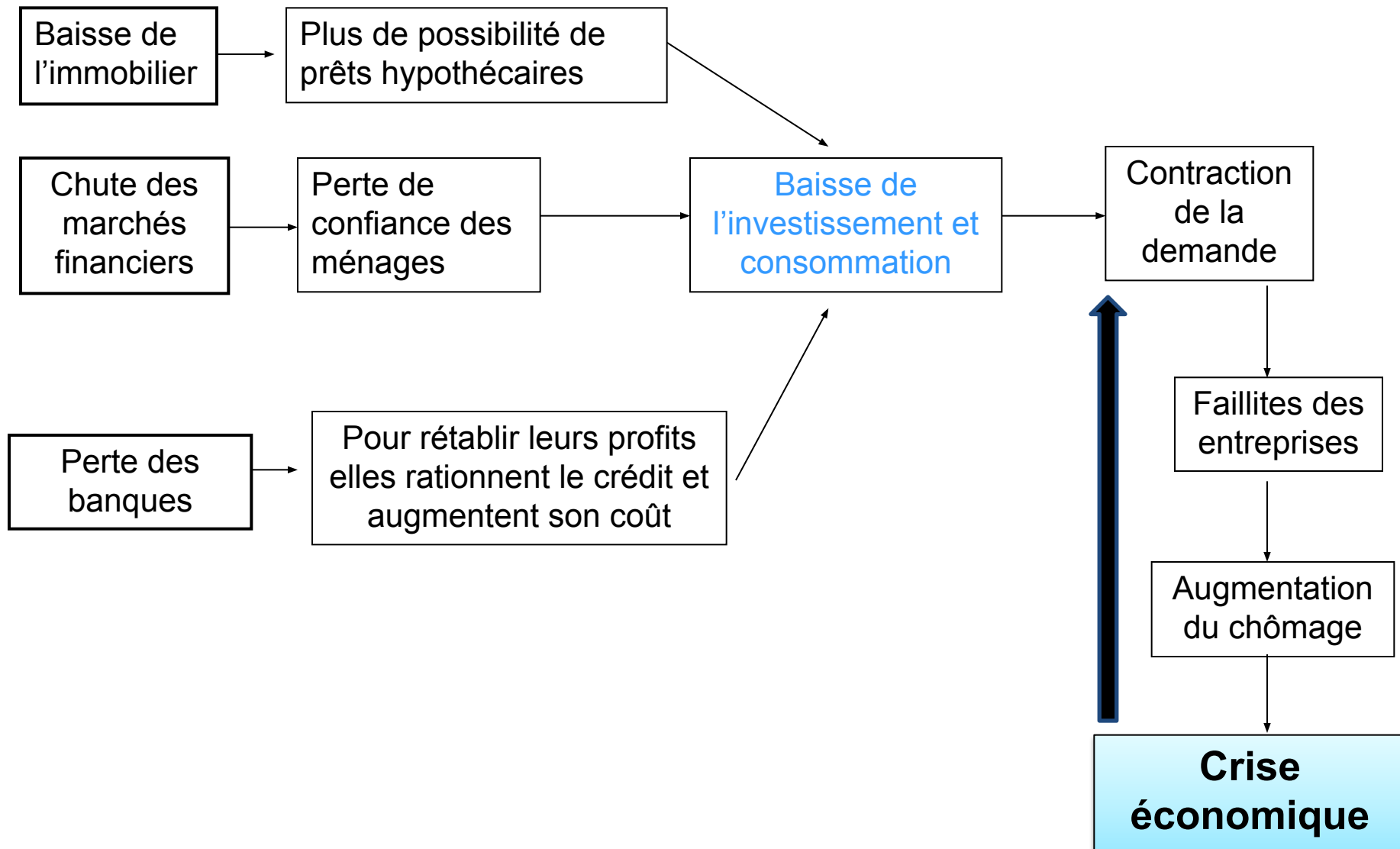


De la crise de liquidité à la crise bancaire



La réglementation bancaire s'avère être procyclique

De la crise financière à la crise économique



Les réponses à la crise

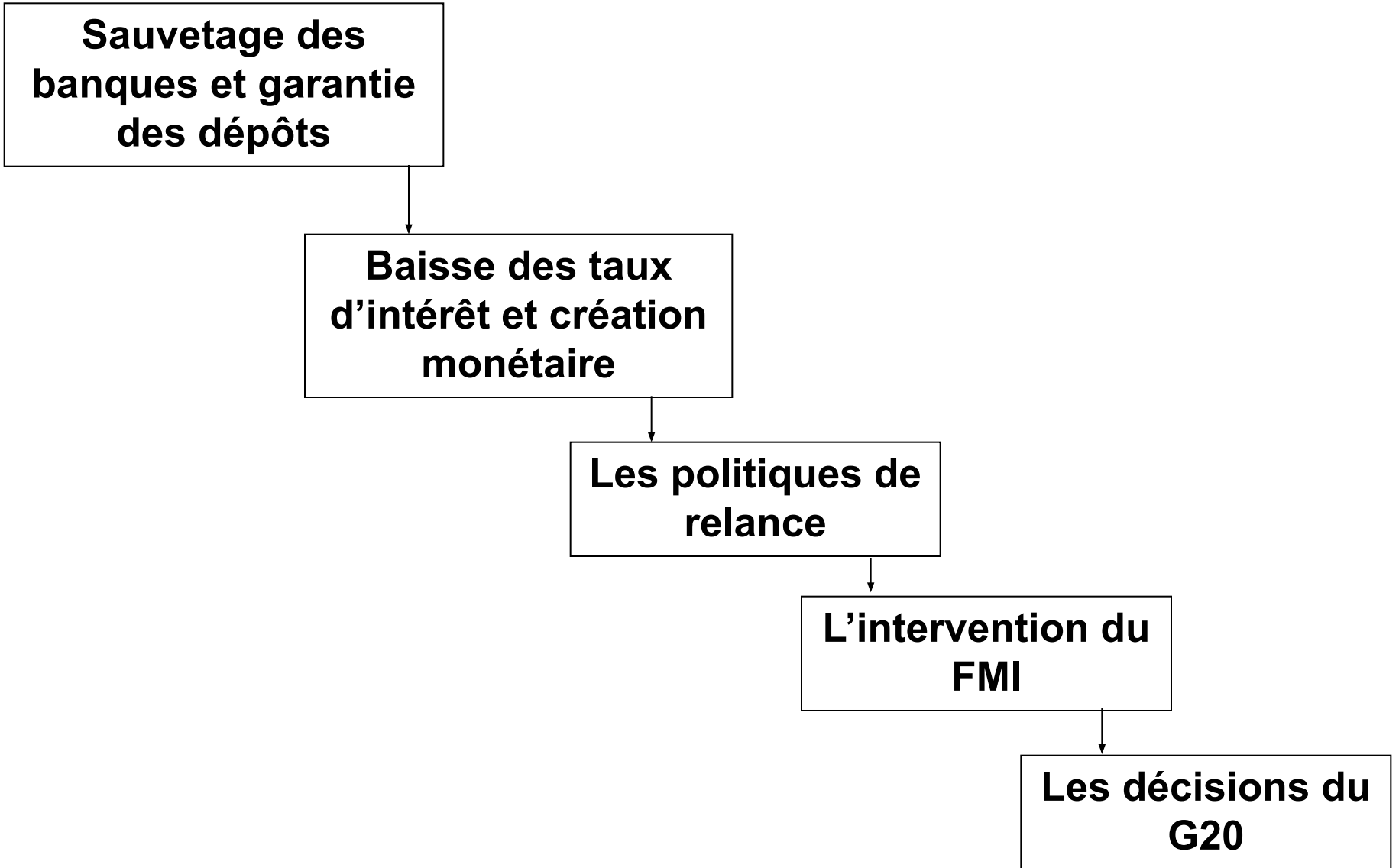
**Sauvetage des
banques et garantie
des dépôts**

**Baisse des taux
d'intérêt et création
monétaire**

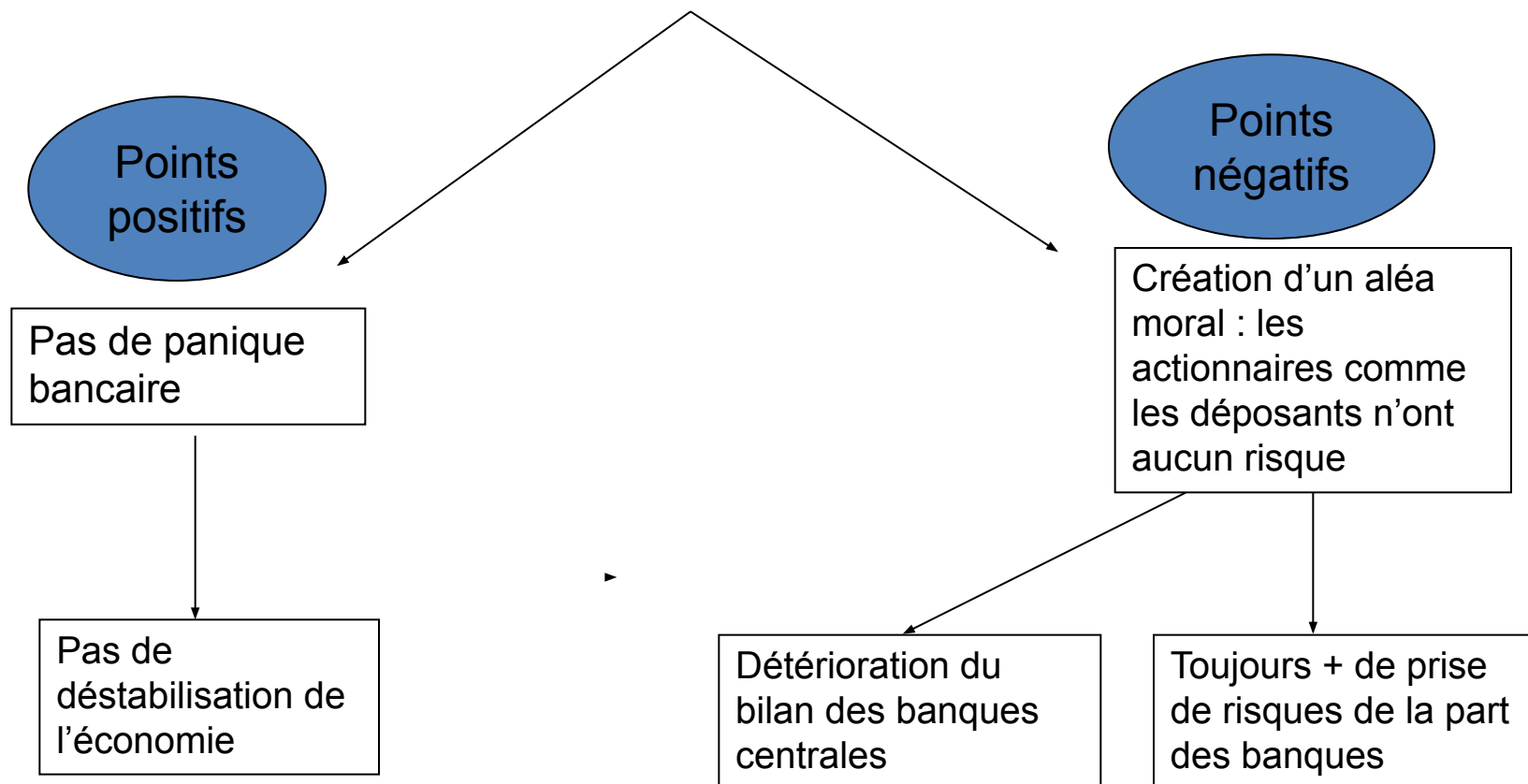
**Les politiques de
relance**

**L'intervention du
FMI**

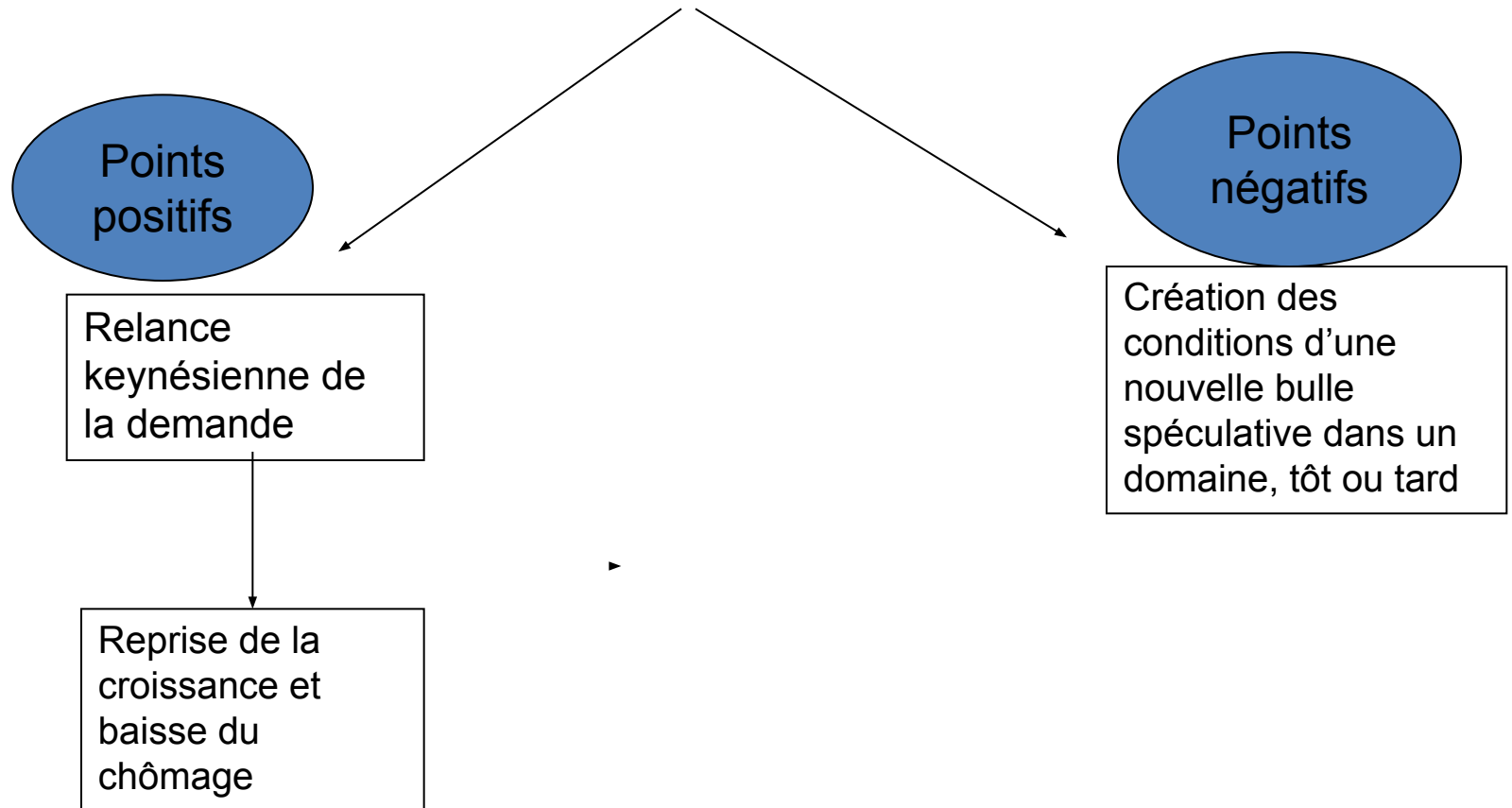
**Les décisions du
G20**



1/ Sauvetage des banques et garantie des dépôts:

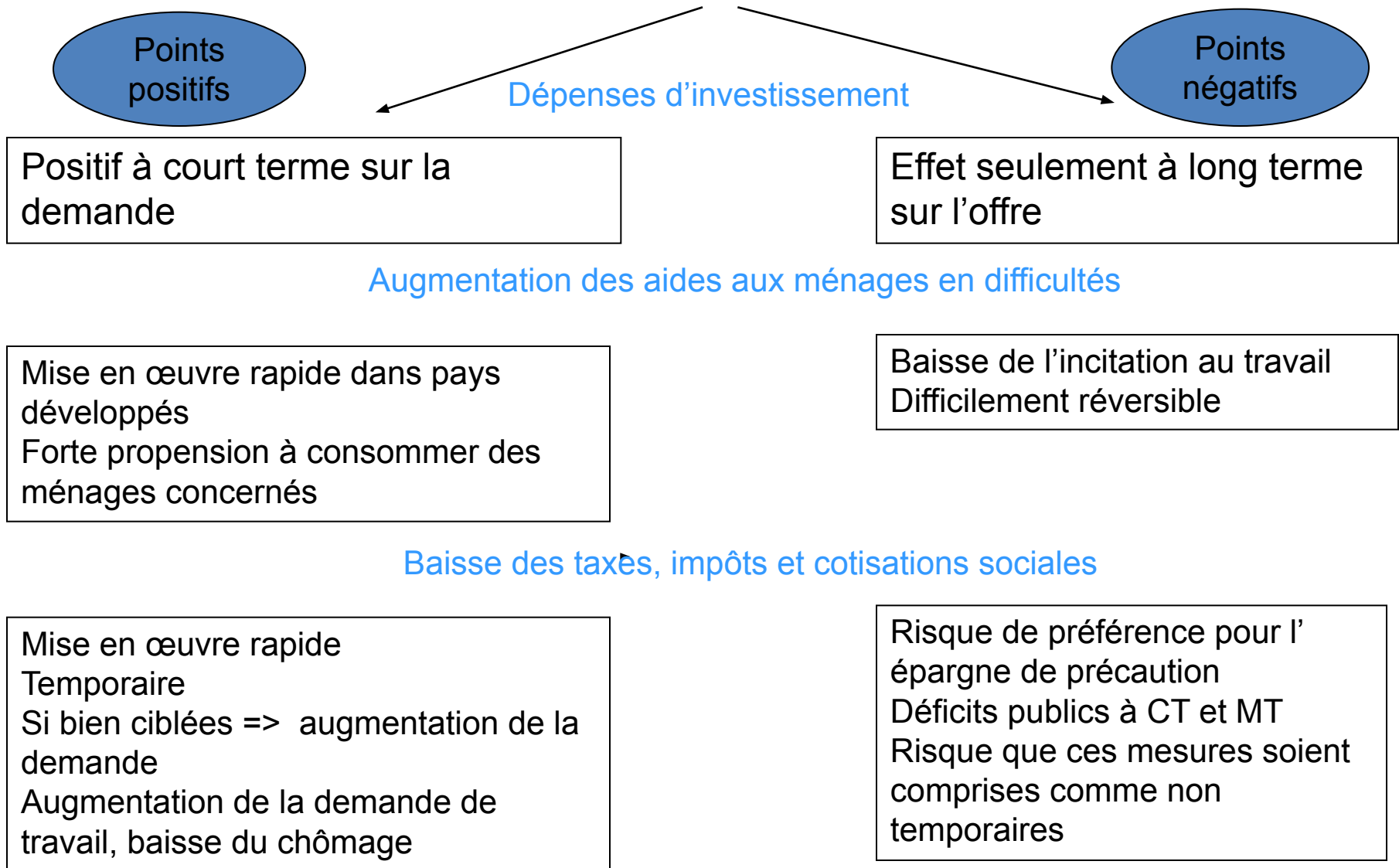


2/ Baisse des taux d'intérêt et création monétaire

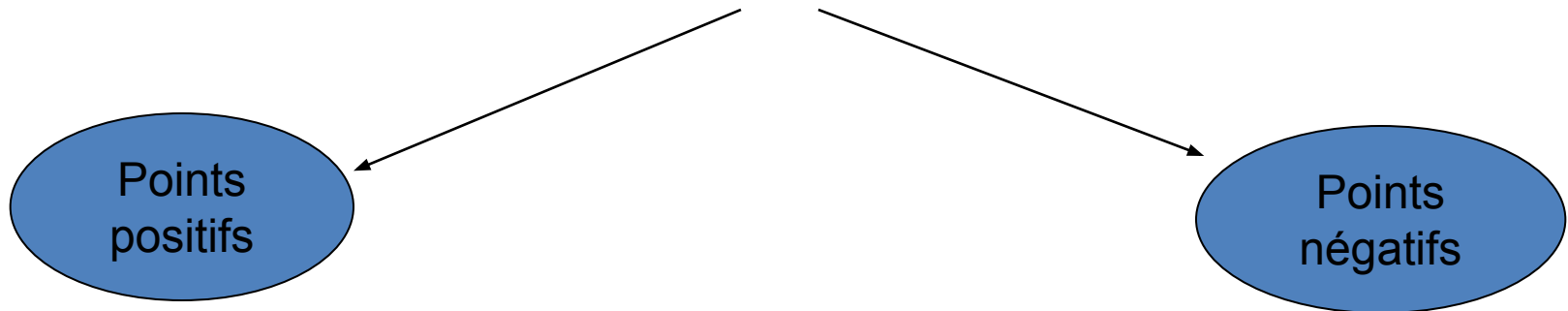


3/ Les politiques de relance:

Octobre 2008



4/ L'intervention du FMI



Ouverture de crédit de ligne modulable

Pas de détérioration de la note des pays
Souplesse
Pas de conditionnalité
Permet des plans de relance

Peu utilisés
Pour pays à
«fondamentaux solides»

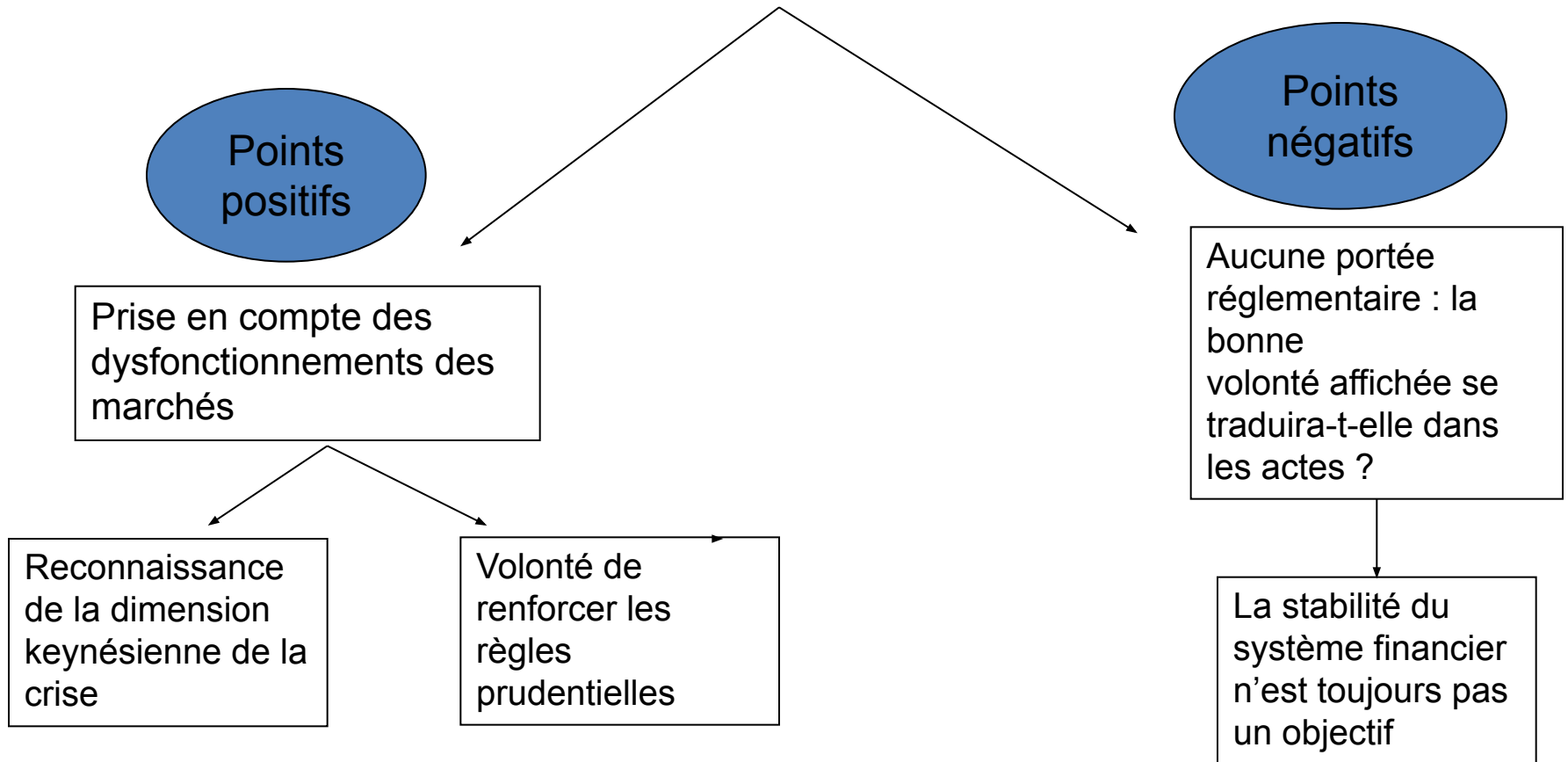
▶
Volonté de renforcer les règles micro et macro-prudentielles

Mise en place du Conseil de Stabilité
Financière avec le G20

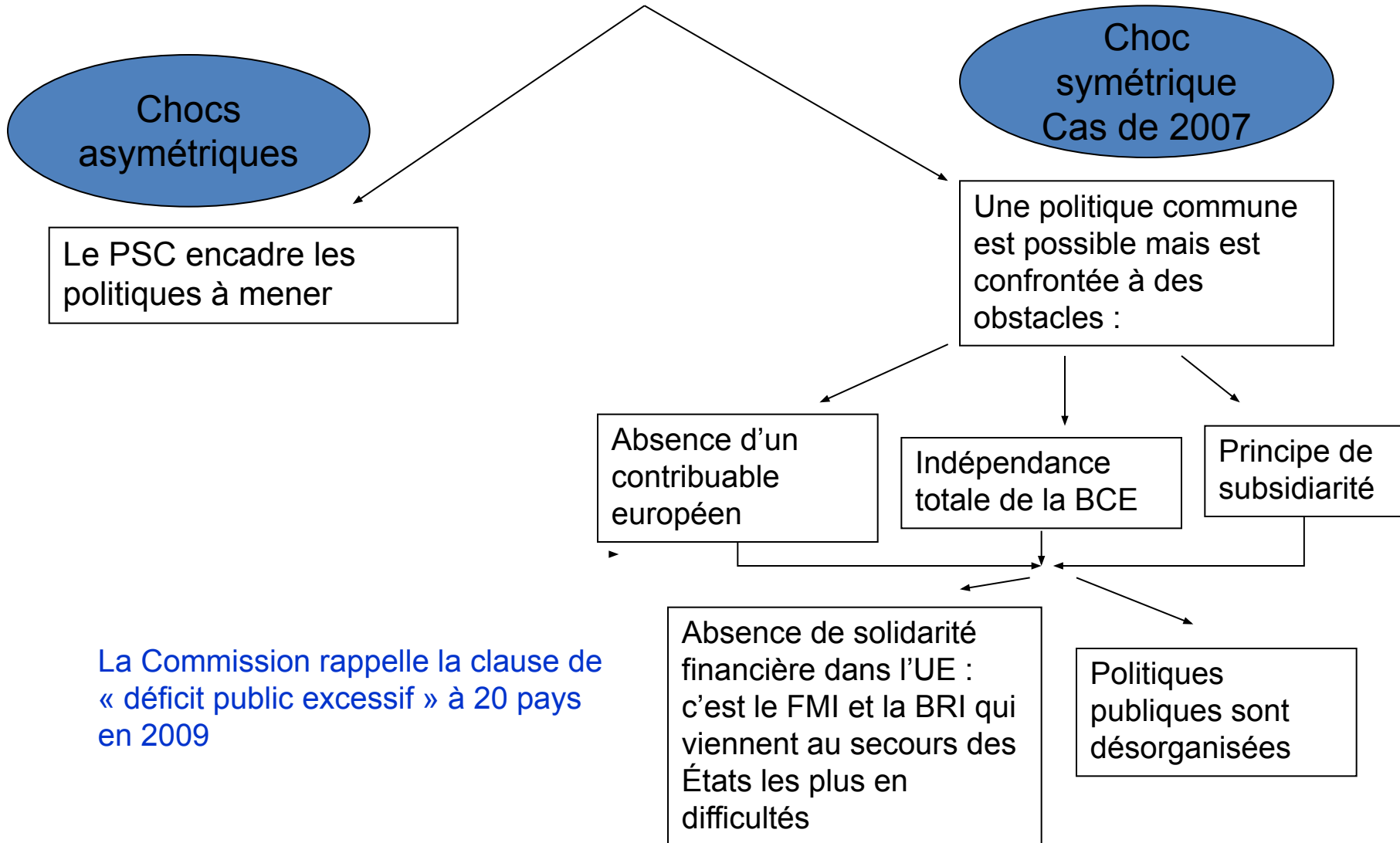
Essentiellement des
études, réelle volonté de
réformer le système
financier ?

5/ Les décisions du G20:

lors des sommets du 15 novembre 2008 et 2 avril 2009



6/ La politique de l'UE:



La Commission rappelle la clause de « déficit public excessif » à 20 pays en 2009

Quelles sorties de crise ?

Comme avant ?

Le rétablissement des comptes des banques permet de penser que la crise est finie

Maintien d'un chômage qui se résorbera lentement

Les causes structurelles de la crise demeurent

Régulation mondiale de la finance + politique keynésienne ?

Changement de la réglementation bancaire

Suppression de crises financières massives

Création de régulation économique mondiale : G20 ?

Jeu international coopératif plus efficace

Anticipation sur les crises, qui limite leur impact

Une révision du partage de la VA au niveau mondial ?

Augmentation de la part des salaires dans la VA

La croissance des pays émergents dépend de causes internes

Suppression des causes structurelles de la crise

L'impact de la crise financière sur le Maroc

Le système financier marocain n'a pas pâti de la crise financière pour deux raisons essentielles. La première a trait au cadre réglementaire et marqué par le strict respect des règles prudentielles de Bâle II. La deuxième est liée à sa faible intégration dans la finance mondiale. La part des actifs étrangers dans le total des actifs des banques marocaines représente moins de **4%** et la part des non-résidents dans la capitalisation boursière, hors participations stratégiques, était inférieure à **1,8%** à fin 2007.

Quatre principaux domaines ont été directement impactés par la crise:

- 1/ Les échanges commerciaux.
- 2/ L'activité touristique.
- 3/ Les transferts des MRE.
- 4/ les flux de capitaux dont les IDE.

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION

L'inflation



PLAN

Introduction

1/ Qu'est-ce que l'inflation ?

2/ Ne pas confondre l'inflation avec

3/ Causes de l'inflation

4/ Conséquences de l'inflation

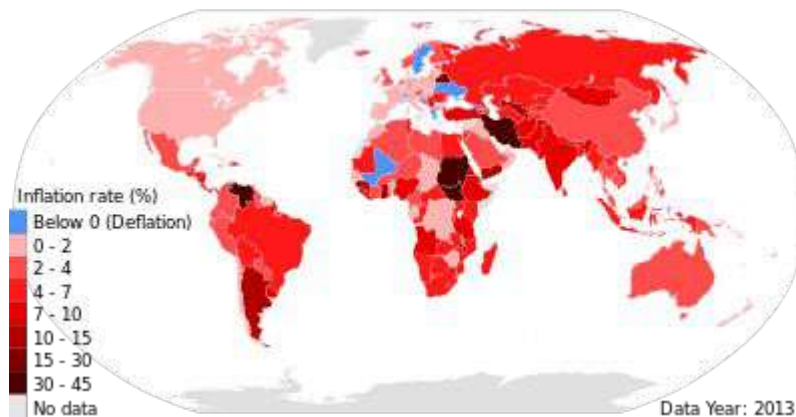
5/ Maroc : IPC

6/ Taux d'inflation pour certains pays

Qu'est-ce que l'inflation ?

- On appelle inflation une « hausse généralisée et durable du niveau général des prix ».
- Elle est généralement mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC).

L'**inflation** est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Il s'agit d'un phénomène persistant qui fait monter l'ensemble des prix, et auquel se superposent des variations sectorielles des prix.



- Parmi les indicateurs qui caractérisent les principaux déséquilibres internes d'une économie nationale, **l'inflation** et le **chômage** sont certainement les plus cités.
- Pour mesurer l'inflation, on observe un « panier » pondéré de biens, représentatifs de l'ensemble des biens consommés. Ces biens sont répartis parmi les différents secteurs d'activité.

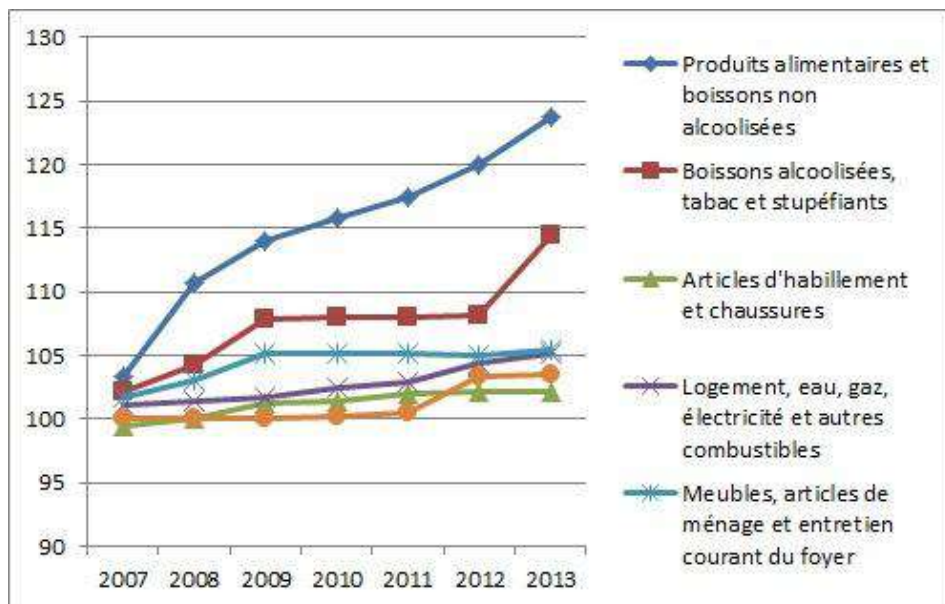
L'indice des prix à la consommation (IPC) joue un triple rôle :

- **Économique** : il permet de suivre, mois par mois l'inflation. L'IPC est également utilisé comme déflateur de nombreux agrégats économique (consommation, revenus...) pour calculer des évolutions en volume, ou en termes réels.

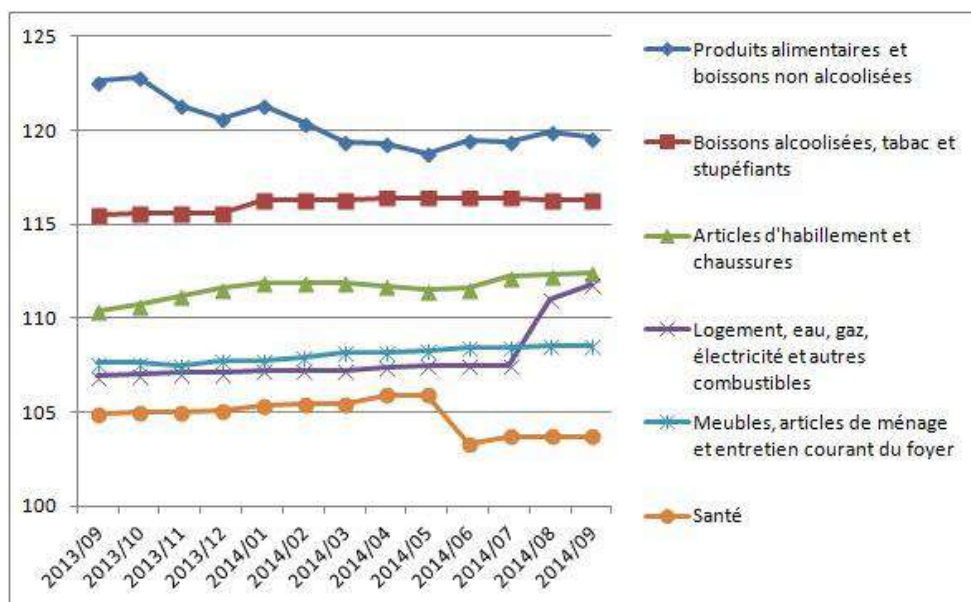
- **Socio-économique** : l'IPC sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à indexer le SMIC.

- **Monétaire et financier** : à des fins de comparaison internationale.

- IPC annuel par divisions pour la ville Agadir:



- IPC mensuel par divisions:



Ne pas confondre l'inflation avec :

- Inflation : hausse durable et auto-entretenu du niveau général des prix.
- Déflation : baisse durable et auto-entretenu du niveau général des prix.
- Désinflation : ralentissement de l'inflation (croissance peu forte de niveau général des prix).
- Stagflation : situation d'une économie qui souffre simultanément d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation (c'est-à-dire une croissance rapide des prix). Cette situation est souvent accompagnée d'un taux de chômage élevé.



Causes de l'inflation

Inflation par les coûts

Accroissement des coûts de production (ex : coûts salariaux) que les entreprises répercutent sur leurs prix

Inflation importée

c'est un inflation par les coûts pour un produit importé non substituable et consommé en grande quantité

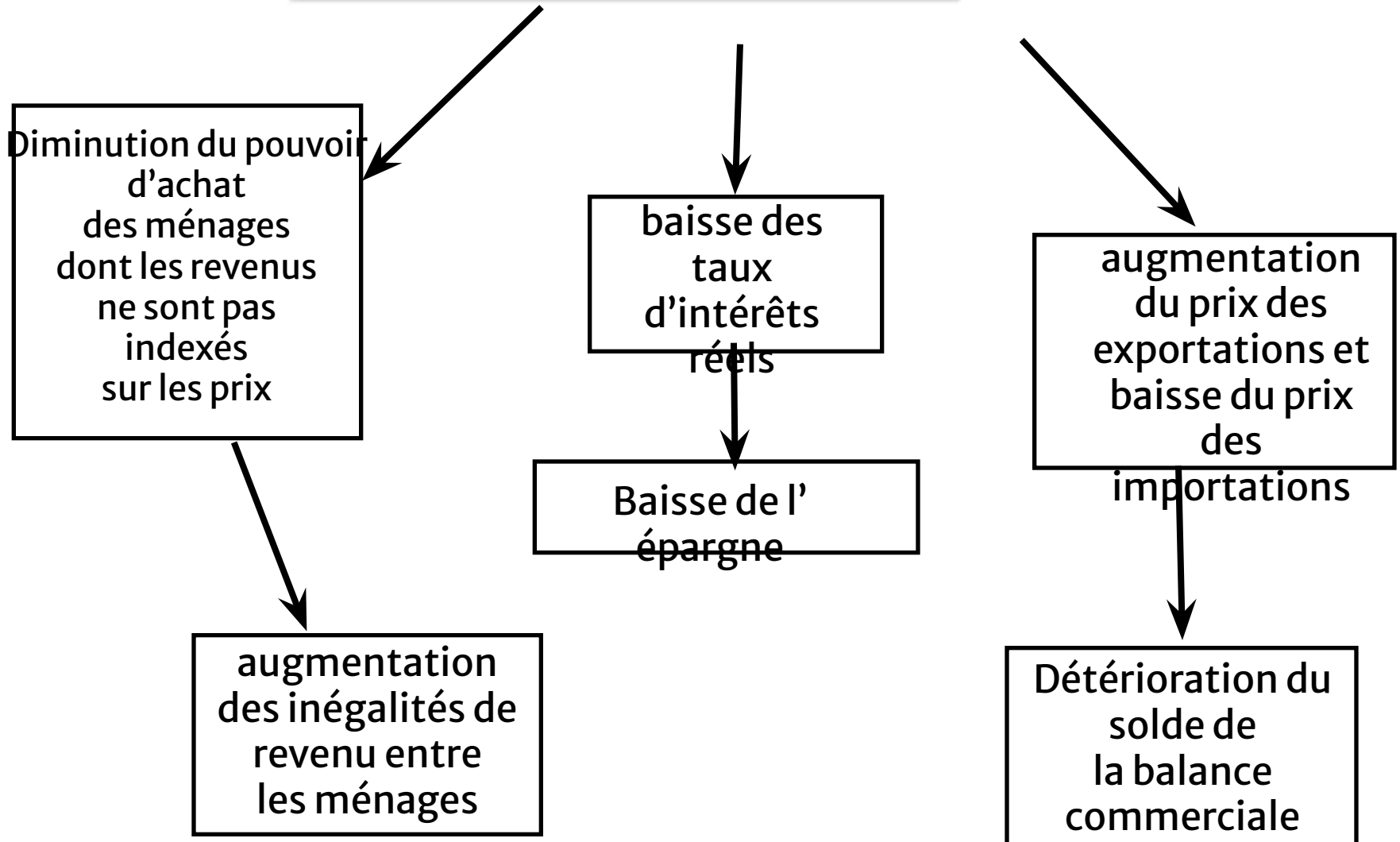
Inflation par la demande

accroissement de la demande sans que les entreprises puissent y répondre rapidement $D > O \Rightarrow$ augmentation des prix

Inflation par la création monétaire

$M \times V^e = P \times T$
Si on considère V et T constants à court terme, si M augmente, P augmente

Conséquences de l'inflation



Maroc : L'Indice des prix à la consommation (IPC) du mois de Septembre 2014

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de septembre 2014, une hausse de **0,1%** par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,5% de l'indice des produits non alimentaires et de la baisse de 0,3% de l'indice des produits alimentaires.

Les hausses des produits non alimentaires observées entre août et septembre 2014 concernent principalement l'«enseignement» avec 2,9%. Pour les produits alimentaires, la baisse a concerné principalement les «poissons et fruits de mer» avec 6,6% et les «fruits» avec 1,1%. En revanche, les prix ont augmenté de 2,3% pour les «légumes».

Les hausses les plus importantes de l'IPC ont été enregistrées à Fès avec 1,1%, à Dakhla et Beni-Mellal avec 0,7%, à Guelmim avec 0,5% et à Kénitra, Marrakech et Laâyoune avec 0,4%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Al-hoceima avec 1,7% et à Settat avec 0,3%.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,1% au cours du mois de septembre 2014 conséquence de la hausse de l'indice des produits non alimentaires de 2,1% et de la baisse de celui des produits alimentaires de 2,3%. Pour les produits non alimentaires, les variations vont d'une baisse de 1,1% dans les secteurs de la «santé» et des «loisirs et cultures» à une hausse de 4,6% dans le «logement, eau et électricité».

Taux d'inflation pour certains pays

<u>Pays</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>
<u>Afrique du Sud</u>	7,7	5,9	4,5	5,8
<u>Algérie</u>	16,1	17,8	5,6	2,5
<u>Allemagne</u>	1	1,2	1,5	2,2
<u>Cameroun</u>	3	3,7	7,4	1,4
<u>Canada</u>	2,6	3,2	1,7	1,3
<u>Chine</u>	6,6	7,8	2	1,7
<u>Côte d'Ivoire</u>	1,9	5	1,3	11,5
<u>États-Unis</u>	1,2	2	1,7	1,5
<u>France</u>	1	1,3	1,5	1,1
<u>Gabon</u>	19	14,8	-2,7	-0,9
<u>Maroc</u>	0,6	0,1	0,5	1,5
<u>Niger</u>	103,8	9,5	9,3	5,9
<u>Nigéria</u>	6,3	6,7	2,8	2,9
<u>Porto Rico</u>	0,6	0,3	-0,3	1,8
<u>Portugal</u>	9,6	18,2	9,1	1
<u>Qatar</u>	4,6	6,7	7,1	7,6
<u>Royaume-Uni</u>	4,3	9,1	6,2	5,2
<u>Sénégal</u>	4,9	9,6	6	5,5
<u>Togo</u>	3,7	5,8	2,3	0,6
<u>Tonga</u>	8	16,9	-2,5	3,8
<u>Trinité-et-Tobago</u>	3,7	2,8	4,9	5,4
<u>Tunisie</u>	0,3	15,1	8,3	8

Source :
Banque
Mondial
e

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION

La pauvreté



PLAN

Introduction

1/ La pauvreté, toute une civilisation

2/ Définition de la pauvreté

3/ Différentes dimensions de la pauvreté au Maroc

4/ Indicateurs régionaux de la pauvreté et de la vulnérabilité en 2007 (niveau national)

5/ Les causes de la pauvreté:

6/ Les conséquences de la pauvreté

7/ Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural

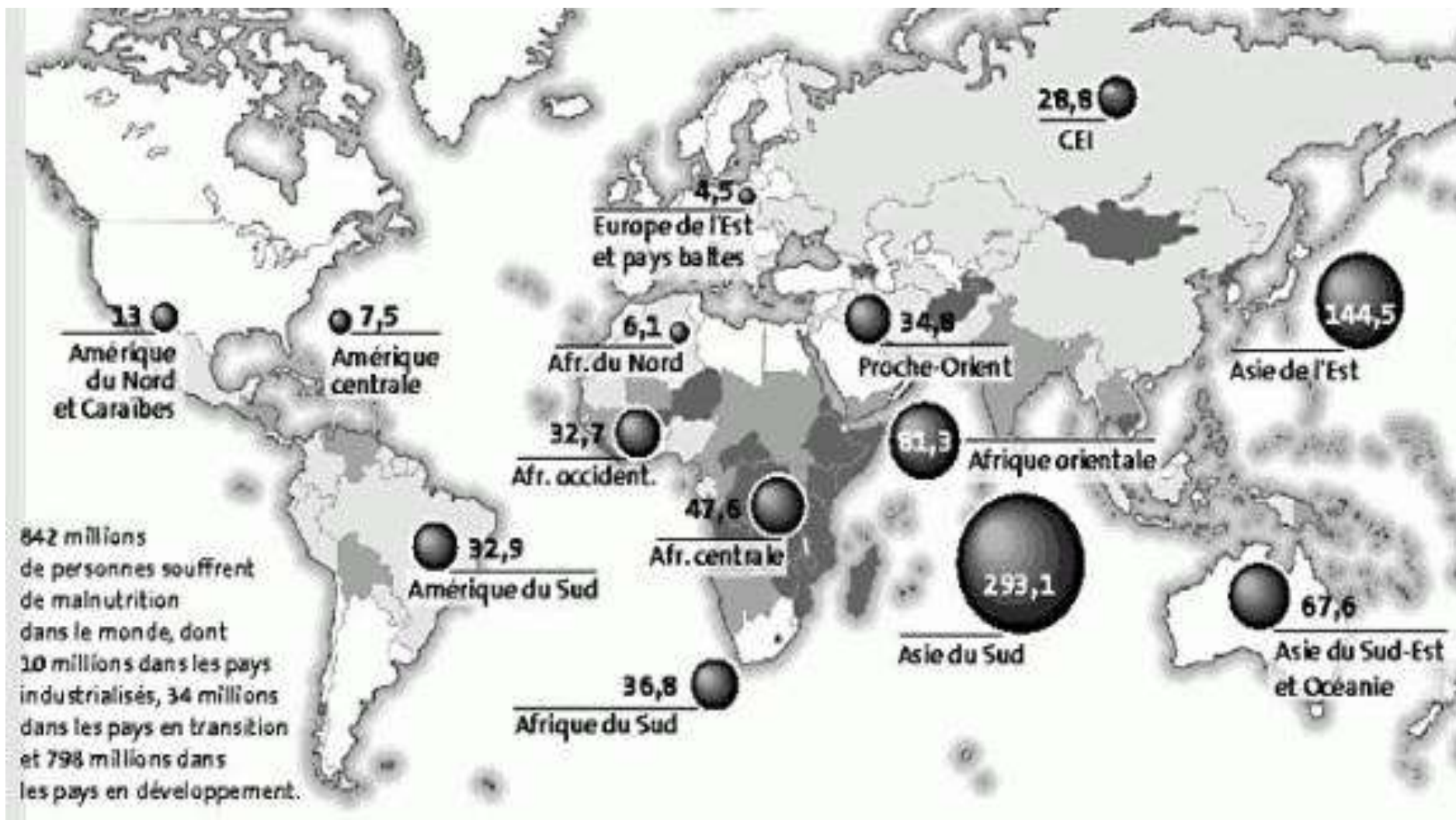
Introduction

Nous vivons dans un monde où les inégalités sont dominantes, où chaque jour des personnes meurent de faim, de soif et de froid, qui vivent dans une pauvreté absolue, qui s'avère être l'un des phénomènes les plus répandus. Dans leurs yeux se dessinent des larmes, provoquées par la peur, le désespoir, le rêve et l'insécurité. Dans un monde avec tant de richesses, avec ses villes modernes pleines de ressources. Comment peut-il y avoir une telle pauvreté où tant de gens doivent vivre avec moins d'un dollar par jour ? où des familles entières vivent dans une seule pièce ? loin des gratte ciel et des centres villes, sans les moyens pour subvenir à leur besoins.

La pauvreté, toute une civilisation

- « Rien n'est plus tragique que de rencontrer un individu à bout de souffle, perdu dans le labyrinthe de la vie. »{Martin Luther King}
- « Limiter la pauvreté sans limiter la richesse. »{Victor Hugo}
- « La pauvreté paraît bizarre aux riches. Ils ont du mal à comprendre pourquoi ceux qui ont faim ne sonnent pas pour qu'on leur serve le déjeuner. »{Walter Bagehot}
- « Le pauvre n'est jamais consulté ni valorisé et sent l'amertume, même les gens qui passent ne lui disent pas bonjour. »{Focus groupe de femmes}
- « La valeur qu'on te donne est fonction de ce que tu possède. »{Focus groupe de femmes}
- « Sous un bon gouvernement, la pauvreté est une honte; sous un mauvais gouvernement, la richesse est aussi une honte. »{Confucius }

Carte 1. Part de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour, en pourcentage



Définition de la pauvreté

La pauvreté est la condition d'un être humain qui est privé de ressources et de moyens. Au sens économique, elle désigne les manques naturels, financiers qui sont vécus par des personnes, un groupe de personnes ou une région du monde. La pauvreté est un phénomène social, qui est une situation à laquelle on n'aperçoit pas de solution immédiate et radicale. Le manque de ressources matérielles, comme la nourriture, l'accès à l'eau potable, les vêtements, le logement, et l'éducation, restent un problème majeur pour ce phénomène social. La pauvreté existe sous plusieurs formes :

- La pauvreté pécuniaire qui est le manque d'argent entraînant les difficultés, pour se nourrir, s'habiller et se loger.
- La pauvreté se démarque aussi par des conditions de vie qui consistent à l'insatisfaction des besoins primaires qui permettent de mener une vie convenable dans la société d'aujourd'hui
- La pauvreté a d'autres dimensions autres qu'économiques et financières mais aussi sociales, culturelles, politiques et ethniques dont les problèmes compliquent beaucoup les politiques de lutte contre la pauvreté.

Différentes dimensions de la pauvreté au Maroc

En économie, il existe deux façons d'aborder la pauvreté :

La pauvreté absolue et la pauvreté relative.

1- Pauvreté relative:

La pauvreté relative concerne, d'après l'Union européenne,

“tous les individus ou les familles dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minimaux acceptables dans l'État membre dans lequel ils vivent”.

Toutefois, seuls les revenus sont pris en compte dans les mesures : sont pauvres les individus dont le revenu disponible est inférieur à 50% ou 60% (selon les statistiques et les pays) du revenu disponible médian (ou moyen).

Différentes dimensions de la pauvreté au Maroc

2- Pauvreté absolue:

La pauvreté est considérée comme pauvres les ménages ou les individus qui ne peuvent s'assurer un niveau de consommation minimal en biens considérés comme fondamentaux. La pauvreté est appréhendée indépendamment du niveau de vie des couches de la société plus fortunées.

Indicateurs régionaux de la pauvreté et de la vulnérabilité en 2007 (niveau national)

Région	Indice (en %) de pauvreté et de vulnérabilité en 2007			
	Taux de pauvreté	Indice volumétrique	Indice de sévérité de la pauvreté	Taux de vulnérabilité
Gharb-Chrarda-Beni Hssen	16,0	3,3	0,9	26,7
Doukala-Abda	14,3	3,2	1,0	24,6
Souss-Massa-Daraa	12,7	3,1	1,1	19,6
Meknes-Tafilalet	12,2	2,4	0,7	21,4
Marrakech-Tensift-Al Haouz	11,2	2,2	0,7	21,6
Taza-Al hoceima-Taounate	10,7	2,2	0,7	19,9
Oriental	10,1	2,3	0,8	15,0
Guelmim-Es-smara	9,7	2,1	0,7	20,8
Fès-Boulemane	9,5	1,8	0,5	19,5
Tadla-Azilal	9,3	1,8	0,6	18,3
Tanger-Tétouan	7,8	1,4	0,4	14,1
Chaouia-Ourdigha	7,6	1,3	0,4	17,4
Rabat-Salé-Zemmour-Zaer	5,1	1,0	0,3	13,8
Grand-Casablanca	3,2	0,6	0,1	10,1
Oued Ed-dahab-Lagouira	2,6	0,4	0,1	11,5
Laayoune-Boujdour-Sakia El Hamra	2,2	0,4	0,1	9,2

Source :
HCP, Carte
de la
pauvreté
2007

Les causes de la pauvreté:

1/ L'ignorance : renvoie à un manque de connaissances.« Knowledge is power », dit le vieux dicton anglais : la connaissance donne le pouvoir.

La plupart des éducateurs et autres individus dotés de bonnes intentions œuvrant pour fortifier les communautés, pensent que la solution est dans l'éducation. Or, l'éducation a plusieurs sens. Il suffit de donner les informations nécessaires à des personnes ayant besoin de ces connaissances. Contrairement à une éducation générale dotée d'un programme d'enseignement reposant sur l'histoire et la causalité, l'information a pour but de renforcer les capacités, et non de fournir une instruction générale.

Les causes de la pauvreté:

2/ L'Apathie : se caractérise par une indifférence, un sentiment d'impuissance qui empêche les individus de changer l'état des choses, de réparer une injustice, de corriger une erreur ou d'améliorer les conditions de vie. Elle se justifie parfois par des préceptes religieux : «Accepte ta condition car Dieu a décidé de ton destin ». Il arrive que ce fatalisme soit détourné en guise d'excuse.

3/ Le chômage : est la principale cause de la pauvreté au Maroc. Provoqué par l'analphabétisme, le taux de chômage ne fait qu'évoluer, ce qui influence les enfants qui ne savent donc ni lire, ni écrire. Ils n'ont donc pas d'emploi, ce qui signifie aucune ressource matérielle. Ce qui nous amène à parler de l'ignorance et de l'apathie, trois éléments qui se rapprochent (se reporter aux causes ci-dessus).

Les causes de la pauvreté:

4/ La dépendance : procède d'un état nécessitant faisant appel à la charité. A court terme, après un désastre, la charité est essentielle pour assurer un niveau de survie. A long terme, il est probable que la charité compromette la survie des victimes tout en contribuant de manière certaine à la pauvreté. Parmi les quatre facteurs majeurs de la pauvreté, le syndrome de dépendance est une des préoccupations les plus importantes de ce phénomène.

- Les « quatre plaies » contribuent à leur tour aux facteurs secondaires tels que le manque de marchés et d'infrastructures, la médiocrité des gouvernements et de leurs dirigeants, le sous-emploi, le manque de compétences, l'absentéisme, le manque de capitaux et autres. Chacun de ces problèmes est d'ordre social, attribuable à une ou plusieurs des « quatre plaies » qui contribuent à la perpétuation de la pauvreté. L'éradication des « quatre plaies » devient ainsi une nécessité s'il on veut éliminer la pauvreté.

Les conséquences de la pauvreté

Parmi les conséquences de la pauvreté, on peut s'intéresser aux éléments suivants : éducation, travail des enfants, prostitution et délinquance.

1/ L'éducation : Un Marocain sur deux de plus de 10 ans, donc en âge de lire et écrire, est analphabète. Les filles sont statistiquement plus touchées (16,5% des filles rurales vont à l'école). L'accès à l'école malgré sa gratuité, n'est pas donné à tout le monde puisque les parents n'ont souvent pas de budget pour les fournitures scolaires, les vêtements ou bien l'école est trop éloignée. Ils envoient donc leurs enfants travailler pour faire vivre la famille. Une fois cet obstacle franchi, l'enfant découvre son école qui s'avère être mal aménagée, où les instituteurs sont souvent démotivés. Les parents ne peuvent pas assurer l'aide aux devoirs puisqu'ils sont analphabètes, s'ils ont un degré de savoir, la supervision des devoirs se fait très fréquemment, à coups de ceinture. Scepticisme, méfiance, l'éducation est aussi à faire auprès des parents, dont le rôle, dans la progression scolaire et sociale de l'enfant, reste fondamental.

Les conséquences de la pauvreté

2/ La prostitution : Les jeunes filles mineures sont victimes de proxénétisme qui tend à devenir un marché financier faramineux dans lequel la proxénète exploite l'ignorance, la naïveté, l'échec de la scolarisation, la destruction de la cellule familiale et surtout la pauvreté des adolescentes. Les prostituées appelées « les filles de joie », doivent faire face à des situations souvent mortelles, puisque les maladies sont très présentes : les IST (infections sexuellement transmissibles). Dans certains cas, elles tombent enceintes, et se retrouvent rejetées par la société qui traite l'enfant de « bâtard ». Il va être ensuite placé dans un orphelinat. Les souffrances ne s'arrêtent pas là, l'enfant souffrira tout au long de sa vie et se révoltera contre la société. Le vieux métier dans le monde a toujours été encouragé par la pauvreté. Et lorsque cette dernière est exploitée par des proxénètes, le phénomène provoque des conséquences néfastes pour la société.

Les conséquences de la pauvreté

3/ La délinquance : La délinquance juvénile au Maroc a pris une grande ampleur. Elle révèle une inadaptation sociale plus au moins grave, une grande immaturité et une impulsion incontrôlée. Casablanca, capitale économique, abrite des milliers d'enfants innocents délaissés par leurs parents et qui n'ont pas les moyens de subvenir à leurs besoins vitaux. Ces enfants confrontent seuls le monde extérieur. Ils sont maltraités et marginalisés. Ils se trouvent dans un état pitoyable et n'ont qu'un seul refuge, la rue. C'est ainsi qu'ils commencent à se droguer, voler, mendier... Tous les moyens sont bons pour trouver de quoi se nourrir pour continuer à vivre. A 12 ans, l'enfant commence déjà à fumer, des cigarettes qu'il achète grâce à l'argent rassemblé en mendiant ou en vendant des produits à chaque arrêt de voitures. Lorsqu'il rejoint son groupe d'amis, ils s'adonnent à la drogue et se mettent à sentir de la « colle », lorsque celui-ci s'habitue à la rue, il se met à voler et à se battre.

Les conséquences de la pauvreté

4/ Le travail des enfants : Le très faible niveau socio-économique des familles oblige les parents à faire travailler leurs enfants à des âges précoces. La démarche vient parfois de l'enfant. L'autonomie financière lui permettrait de se prendre en charge et de soutenir sa famille. Malheureusement, ce soi-disant apprentissage est une véritable exploitation de l'enfant : de 7 à 14 ans, les filles comme les garçons travaillent, malgré les conditions de travail « esclavagistes » (repos inexistant ou limité – 1H par jour et un jour par semaine ; horaires draconiens – de 7H à 19H ou 20H, parfois un travail de nuit ; hygiène nulle ; relation enfants – employeurs orageuses : insultes, réprimandes, coups) ; tâches pénibles : lourdes charges, postures fatigantes, long trajet. Les garçons travaillent dans la mécanique, l'agriculture, l'élevage et le tapis, sans aucun dispositifs sécuritaires, manipulant des produits dangereux. Les filles, quant à elles, travaillent en tant que « petites bonnes » et font partie de « la culture Marocaine ». Elles sont exploitées sans aucun scrupule, de l'aube au crépuscule, se réveillant avant la maisonnée et s'endormant longtemps après. Malgré les conditions de vie inhumaines, les petites filles sont parfois violées. Les rémunérations sont ridicules, frais de nourriture déduit : de 150 à 300 DHS par mois. Ce « trafic » très lucratif est bien organisé. Des agents voire des bureaux de placements sont les exploitants.

Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural

En se référant à la philosophie de base de ce programme qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement humain où les composantes socio-éducatives et d'amélioration des revenus occupent une place de choix, les principaux axes prioritaires d'intervention sont arrêtés comme suit:

- L'infrastructure de base : eau, électricité, routes.
- Les services sociaux de base : santé, éducation, alphabétisation, formation.
- Appui à la création d'activités génératrices de revenus stables (AGR) et d'emploi.
- Appui au processus de renforcement de la gouvernance et des capacités locales.
- Préservation de l'environnement et des ressources.

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION

L'éducation et la scolarité



ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DE LA FORMATION DES CADRES
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Département de l'Éducation Nationale

PLAN

Introduction

1/Éducation au Maroc

2/ Système Éducatif Marocain

3/ Les défis du secteur de l'éducation

4/ Les efforts de réforme dans le secteur de l'éducation

Conclusion

Introduction

Le Maroc est confronté à deux problèmes : le grand nombre des analphabètes et celui des diplômés chômeurs. Malgré la scolarisation de 4 millions d'enfants (pour une population de 30 millions d'habitants) et l'inscription de 230 000 étudiants dans les 11 universités du pays, on estime qu'un Marocain sur deux de plus de 10 ans, donc en âge de lire et écrire, est analphabète.

Au niveau des politiques publiques de mise à niveau sociale, celles-ci se sont traduites, en 2013, par des progrès au niveau de l'accès des citoyens à certains services sociaux de base, notamment en ce qui concerne **l'éducation et la couverture médicale de base**.

En effet, et si des progrès réels ont été réalisés par notre pays dans la généralisation de l'accès à **l'école**, des déficiences persistent, notamment, au niveau de l'abandon scolaire, des compétences acquises par les élèves et des inégalités sociales, régionales et liées au genre.

A cet égard, la réforme du système d'éducation, que Sa Majesté le Roi a placé « en tête de Nos priorités nationales » lors du discours Royal du 20 août 2012 à l'occasion du 59ème anniversaire de la révolution du Roi et du peuple, doit permettre au **système d'éducation** de notre pays, comme Sa Majesté le Roi l'a souligné « **non seulement d'assurer l'accès égal et équitable à l'école et à l'université pour tous nos enfants, mais également de leur garantir le droit à un enseignement de qualité, doté d'une forte attractivité et adapté à la vie qui les attend** ».

Éducation au Maroc

Depuis l'indépendance du Maroc en 1956, le gouvernement marocain a entrepris de mettre en œuvre de vastes réformes de l'enseignement général et de l'enseignement technique et professionnel. En dépit des défis économiques rencontrés dans les années 1990 et début 2000, le gouvernement a poursuivi ses efforts concertés pour améliorer l'ensemble du paysage éducatif. En 2006, les dépenses d'éducation s'élevaient à 5,5 % du PIB, plaçant le pays à un niveau de dépenses d'éducation en % du PIB plus élevé que celui d'autres pays arabes comme Oman, le Koweït ou l'Égypte.

Depuis le début de 2000, les taux brut de scolarisation n'ont cessé d'augmenter régulièrement à tous les niveaux. Les taux d'achèvement du primaire ont augmenté, passant de 59,1 % en 2000 à 89,3 % en 2011. Malgré cette amélioration, le système éducatif du Maroc doit faire face à des disparités entre les sexes à tous les niveaux, des taux d'abandon et de redoublement élevés, en particulier dans l'enseignement primaire et secondaire, et à une pression accrue sur l'enseignement supérieur pour absorber le nombre croissant de diplômés du secondaire.



Le Maroc occupe **le 130ème** rang de l'Indice de développement humain (IDH). Le taux d'alphabétisation des adultes marocains atteignait 52 % en 2004. Bien que les taux d'achèvement des études et de scolarisation se soient améliorés, la possibilité d'atteindre les ODM est incertaine dans le cas du Maroc.

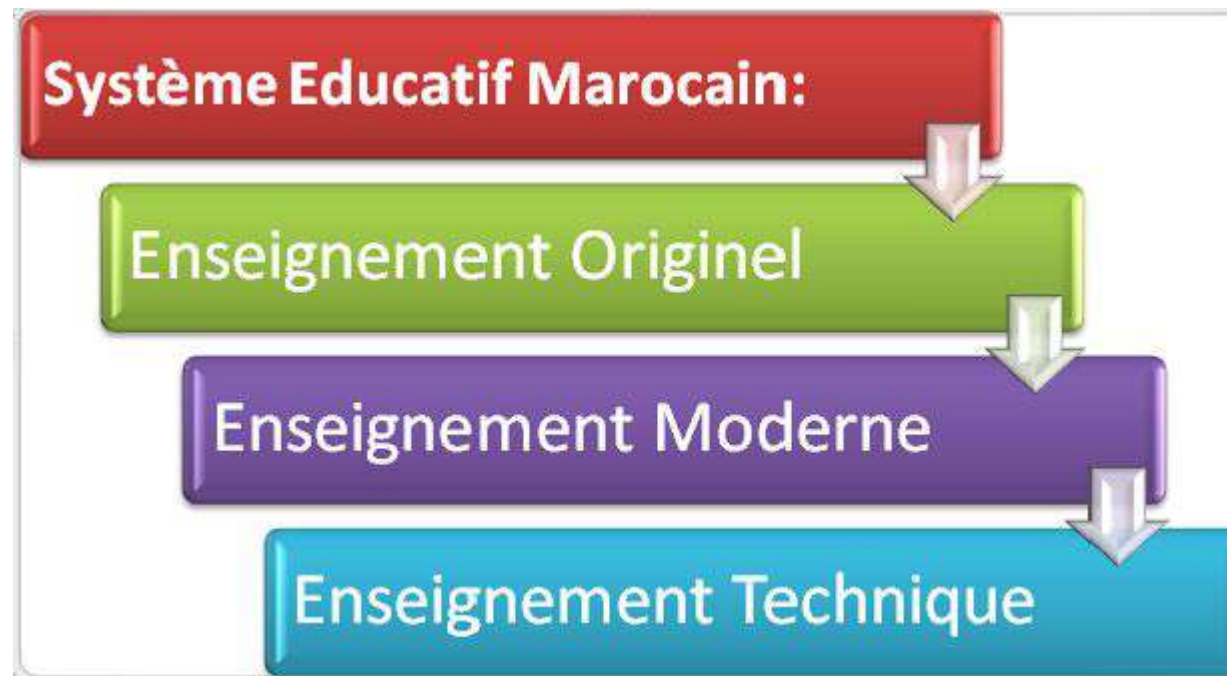
Le système éducatif marocain offre les trois filières suivantes :

- La filière d'enseignement moderne, correspondant à une continuation du système français ;
- La filière de l'enseignement originel, regroupant les enseignements coraniques ;
- La filière de l'enseignement technique, productrice de main-d'œuvre qualifiée.

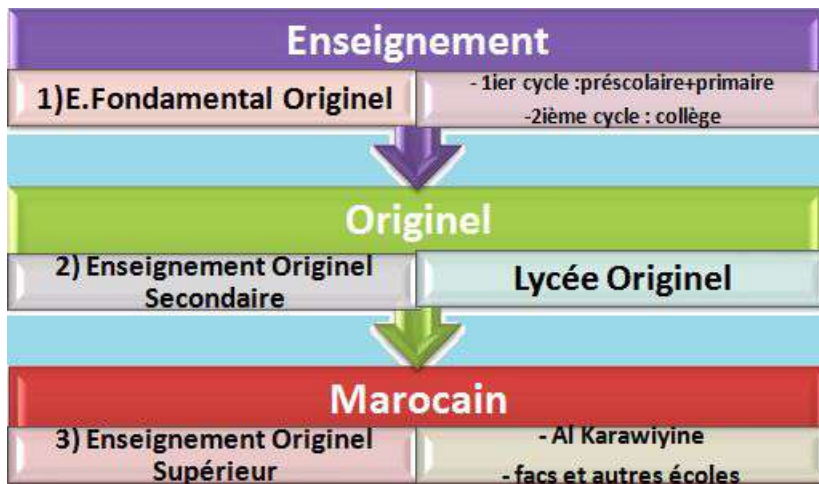


Le Système Éducatif Marocain

Le système Éducatif Public Marocain se répartit comme tel :



Le Système Éducatif Marocain



Les défis du secteur de l'éducation

- Bien qu'il y ait un certain nombre d'établissements privés, la scolarisation dans les établissements privés d'enseignement supérieur **reste faible**, représentant moins de **3,5 %** des effectifs totaux des universités. Les établissements privés souffrent également de la qualification moindre ou inadéquate du personnel. Ceci résulte principalement des frais dissuasifs de scolarité. Les programmes des écoles de commerce, en particulier, sont dépassés et devraient être révisés en fonction de l'évolution des besoins du marché du travail. Les entreprises du secteur privé ne contribuent pas suffisamment à l'offre de connaissances pratiques actualisées du milieu des affaires dans le cadre des établissements d'enseignement professionnel.
- **L'efficacité interne** est également faible avec des taux élevés d'abandon et de redoublement. Il existe aussi une demande croissante non satisfaite d'écoles collégiales correspondant aux taux d'accès élevés à l'enseignement primaire.
- **La mauvaise qualité de l'éducation** devient un problème encore plus aigu en raison des problèmes liés à la langue arabo-berbère. En effet, la plupart des enfants des familles berbères ne parlent quasiment pas l'arabe lorsqu'ils intègrent l'école primaire, or c'est la langue d'enseignement dans les écoles.

Les défis dans le secteur de l'éducation

- La faiblesse du niveau d'alphabétisation dans la région du Maghreb représente aussi un problème majeur.

Au Maroc, le **taux d'analphabétisme des adultes** se maintient à un niveau élevé, à environ **60 %** en 2012 (Source : Banque Mondiale) , malgré les efforts concertés déployés depuis l'indépendance en 1956 pour réduire le taux d'analphabétisme qui atteignait à cette époque 87 %. En valeur absolue, le nombre d'adultes analphabètes est passé de **six** à **neuf** millions de personnes. Le Maroc fait partie des cinq pays arabes où se concentrent 70 % des 70 millions des adultes analphabètes du monde arabe. Dans les zones rurales et pour le sexe féminin, le problème est encore plus préoccupant : en 2004 les trois quarts des femmes étaient analphabètes.

- En outre, le **taux d'émigration** des travailleurs qualifiés a été élevé (c.à.d. que le chiffre total des expatriés hautement qualifiés par rapport au chiffre total des personnes diplômées autochtones est élevé). Le Maroc perd ainsi une quantité substantielle de main-d'œuvre qualifiée expatriée vers des pays étrangers, les marocains représentent la plus forte communauté d'Afrique du Nord ayant migré en Europe.

Les efforts de réforme dans le secteur de l'éducation

Depuis la fin des années 1980, les gouvernements des pays du Maghreb ont entrepris en partenariat avec les organisations de la société civile de lutter contre l'analphabétisme. Le Programme **ONG** lancé en **1988** offre des cours d'alphabétisation à **54 %** du total des apprenants inscrits à des programmes d'alphabétisation pour adultes. Le Programme général et les programmes ministériels s'appuient sur différents ministères et sur des communautés pour offrir des programmes d'alphabétisation. Les programmes en entreprises s'attachent à répondre aux besoins de la population active en appuyant la formation continue en entreprise.

Le **Maroc** et les autres pays du Maghreb sont désormais pleinement engagés dans l'éradication de l'analphabétisme. Le Maroc a officiellement adopté en **2004** une Stratégie nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle. Une vision intégrée de l'alphabétisation, du développement et de la réduction de la pauvreté a été promue par *l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH)* lancée par le Roi Mohammed VI en mai 2005.

Le gouvernement marocain a aussi adopté en **2005** une stratégie ayant pour objectif de rendre les technologies de l'information et de la communication accessibles dans toutes les écoles publiques pour améliorer la qualité de l'enseignement. Les infrastructures, la formation des enseignants et le développement des contenus pédagogiques faisaient aussi partie de ce programme national.

Les efforts de réforme dans le secteur de l'éducation

Un certain nombre de bailleurs de fonds, dont l'Agence des États-Unis pour le développement international ([USAID](#)) et l'Unicef, mettent en œuvre des programmes d'amélioration de la qualité de l'éducation au niveau de base et de formation des enseignants. La [Banque mondiale](#) fournit également une assistance dans l'amélioration des infrastructures à tous les niveaux du système éducatif et offre des formations de développement des compétences et des stratégies intégrées de création d'emplois pour les diverses parties prenantes. À la demande des plus hautes autorités gouvernementales, un audacieux Programme d'urgence pour l'éducation (**PU**) a été établi afin de rattraper le retard de ce processus de réforme. Le **PU**, couvrant la période 2009-2012, s'appuie sur les leçons apprises au cours de la dernière décennie.

Dans ce contexte, le Gouvernement a demandé à cinq bailleurs de fonds importants — [Union européenne](#) (UE), [Banque européenne d'investissement](#) (BEI), [Agence française de développement](#) (AFD), [Banque africaine de développement](#) (BAD) et la [Banque mondiale](#) — d'aider à la mise en œuvre du programme de réforme du PU.

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION

La santé

Santé 

PLAN

Introduction

1/ Le système de santé

2/ Le système de santé et de protection sociale au Maroc

3/ Situation sanitaire du Maroc

4/ Défis du secteur de la santé au Maroc

Conclusion

Introduction

Le contexte sanitaire actuel au Maroc reste marqué par un certain nombre d'acquis mais aussi par des déficits relativement importants, notamment au niveau de la fourniture des services aux individus, perçue comme peu réactive et de qualité discutable, ce qui rend le système de santé peu attractif aux yeux du citoyen. Certes, la situation sanitaire mesurée en terme de réduction de la mortalité et de la morbidité, s'est manifestement bien améliorée, sans pour autant que cette amélioration soit bien remarquée par la population. Aussi, la description de ce contexte permettra de dégager une appréciation sur l'état réel des lieux pour mieux appréhender les priorités, les objectifs et le choix de la stratégie la mieux adaptée que le MS compte déployer dans le cadre de son prochain plan d'action 2012-2016.

Introduction

Pour l'Organisation Mondiale de la Santé (**OMS**), « la santé est un état complet de bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité »

Le droit à la santé est reconnu dans de nombreux instruments internationaux, notamment dans la Constitution de l'OMS qui stipule dans son préambule que « la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale ». Par ailleurs, la Déclaration universelle des droits de l'Homme mentionne le droit à la santé dans son article 25 : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ».

Le système de santé

Un **système de santé** décrit les moyens organisationnels et stratégiques mis en place par pays, par zones géographiques ou entités communautaires, afin d'assurer une continuité et une qualité des prestations de santé.

Il réunit toutes les organisations, institutions et ressources qui interviennent en matière de santé et qui fournissent des soins formels (médecins, cliniques, hôpitaux et pharmacies), des soins informels (guérisseurs traditionnels, travailleurs communautaires) ainsi que d'autres services, comme la recherche. Un système de santé comporte de très nombreux autres éléments — soit tout ce qui contribue à promouvoir ou à protéger la santé.

Le système de santé et de protection sociale au Maroc

Le système de protection sociale du Maroc se compose de 4 régimes nationaux, 8 mutuelles et régimes privés et d'un régime volontaire géré par les employeurs. Ces derniers couvrent les salariés des secteurs public et privé pour les risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès, accidents du travail et maladie professionnelles et offre des prestations familiales. La sécurité sociale marocaine n'offre toutefois qu'une couverture sociale restreinte laissant une partie de la population à la marge et envisage des réformes pour améliorer la couverture et l'efficacité du système, notamment en matière de pensions, de chômage et de couverture maladie. L'assurance maladie obligatoire (AMO) et le Régime d'assistance médicale (RAMED) instaurés en 2002 constituent des programmes phares en faveur de cette extension.

Situation sanitaire du Maroc

En l'espace de dix huit ans, la mortalité infantile a régressé de 54 points passant de 91‰ en 1979-80 à 37‰ en 1997. La mortalité juvénile, a diminué de 42 points passant de 52‰ en 1979-80 à 10‰ en 1997 et la mortalité infanto-juvénile de 92 points passant de 138‰ en 1979-80 à 46‰ en 1997. Des écarts relativement important persistent encore entre milieux. Dans le rural, la mortalité infantile est près du double (46‰) de celle de l'urbain (24‰). Il en est de même pour la mortalité juvénile et infanto-juvénile. Des écarts régionaux sont également observés : le taux de mortalité infantile varie par exemple entre un minimum de 6‰, dans les provinces les plus urbanisées et un maximum de 75‰, dans le rural profond. Aussi, en vingt sept ans, l'espérance de vie à la naissance des Marocains est-elle passée de 48 à 68 ans (70 ans chez les femmes et 66 ans chez les hommes).

Les défis du secteur de la santé au Maroc

"Aucune évolution ne peut avoir lieu dans le domaine de la santé sans résoudre les problèmes socio-économiques des employés du secteur, qui vivent dans des conditions très difficiles", a déclaré **Houcine El Ouardi**, ministre de la Santé, le 20 septembre.

Selon lui, "le Maroc compte parmi les cinquante-sept pays qui souffrent d'un manque manifeste de ressources humaines médicales".

"Nous comptons six médecins pour 10 000 habitants, alors qu'en Algérie, leur nombre est de 12,9 et de 35 en Belgique", a ajouté El Ouardi.

Il a reconnu que le secteur souffre de nombreux problèmes, dont un déficit en termes d'infrastructures, d'équipements, de ressources humaines, de formation et de sécurité.

Selon lui, ces dysfonctionnements seront combattus par le biais d'une politique de proximité et de régionalisation, une meilleure prise en charge des maladies chroniques et une meilleure gouvernance.

Le député Mohamed Laassel a reconnu que le secteur pâtit de bon nombre de problématiques, dont certaines peuvent être résolues grâce à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion. Il a cité entre autres le phénomène du travail des médecins du public dans le privé, qui a une incidence sur la qualité des soins dans les hôpitaux public.

Selon le ministre de la Santé, la nécessité de réhabiliter la confiance perdue chez les citoyens dans la santé et les hôpitaux publics figure au rang des priorités. Il ne faut pas, a-t-il dit, mettre tous les professionnels dans le même panier, car la plupart d'entre eux sont honnêtes et mobilisés pour rendre services aux citoyens.

Il faut procéder à la réorganisation du secteur marocain de la santé, affirment certains responsables.

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION

Le développement humain



PLAN

Introduction

1/ Définition du développement humain

2/ Indicateur de développement humain (IDH)

3/ Le discours de SM le Roi sur le développement humain

4/ Initiative Nationale du Développement Humain (INDH)

Conclusion

Introduction

Le **développement humain** peut désigner:

- Le **Développement humain en économie** est un facteur du développement des sociétés. L'Indice de développement humain (IDH) permet de l'évaluer.
- Le **Développement humain en biologie** désigne le développement physique de l'humain au cours de sa vie.
- Le **Développement humain en psychologie** désigne les changements psychologiques de l'humain au cours de sa vie.

Définition du développement humain

Il n'est pas facile de proposer une définition unique et simple du concept de développement humain, tant sa richesse est grande et ses implications considérables. Néanmoins, il est possible d'en présenter une définition synthétique et globale, telle qu'elle a été popularisée par les rapports successifs du **PNUD** (Programme des Nations Unies pour le développement) , et telle qu'elle est universellement admise aujourd'hui, avant d'en aborder les multiples facettes et les enjeux profonds qu'il soulève.

Le développement humain est fondé sur quatre aspirations essentielles :

1. Vivre longtemps et en bonne santé.
2. Accéder au savoir dans ses différentes dimensions.
3. Disposer de ressources matérielles suffisantes pour mener une vie décente.
4. Participer librement à la vie communautaire et publique.

Définition du développement humain

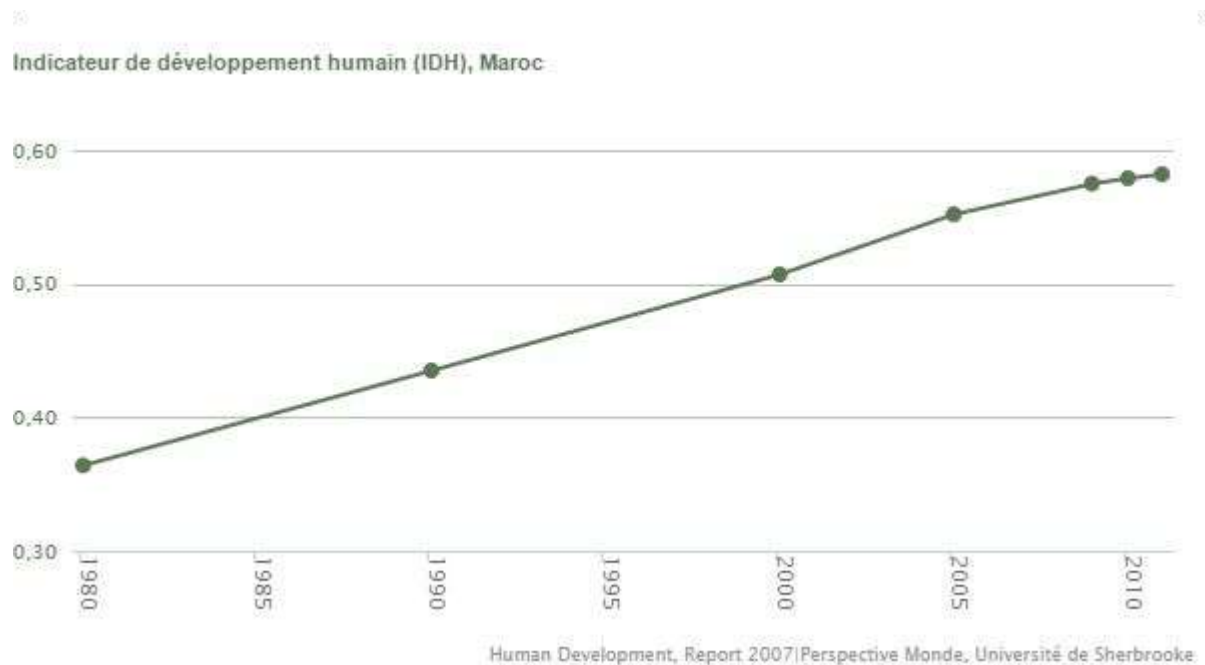
De ces quatre aspirations fondamentales découle directement la logique de l'indice de développement humain (**IDH**), instrument vedette de mesure du développement humain dans les pays. La quatrième étant difficilement quantifiable, l'IDH focalise sur les trois premières dimensions :

L'IDH : 3 dimensions

1. **La santé** : mesurée par l'espérance de vie à la naissance.
2. **Le savoir** : mesuré par le niveau d'instruction.
3. **Le niveau de vie** : mesuré par le PIB par habitant.

Indicateur de développement humain (IDH)

Définition : Il s'agit d'un indice composé qui mesure la qualité de vie moyenne de la population d'un pays. Théoriquement, l'indice va de 0 à 1.



Le discours de SM le Roi sur le développement humain

SM le Roi Mohammed VI a souligné (20 août 2014) que l'élément humain reste "la vraie richesse" du Maroc et l'une des composantes essentielles du capital immatériel du Royaume.

"En effet, Nous ne voulons pas d'un Maroc à deux vitesses : Des riches qui bénéficient des fruits de la croissance et s'enrichissent davantage ; et des pauvres restés en dehors de la dynamique de développement et exposés à plus de pauvreté et de privation", a insisté le Souverain.

SM le Roi a fait observer que "c'est dans cet esprit que s'inscrivent les programmes de l'Initiative nationale pour le Développement humain, expérience dont plusieurs pays ont exprimé le souhait de profiter, ainsi que le volet social des plans sectoriels qui attachent un intérêt particulier au développement local et humain".



Initiative Nationale du Développement Humain (INDH)

L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) annoncée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le 18 Mai 2005, s'inscrit dans une vision d'ensemble articulée autour de trois volets :

- Processus politique de consolidation de l'Etat moderne : démocratie, État de droit, promotion des droits de la femme et de l'enfant;
- Réformes et projets structurants générateurs de croissance ;
- Développement Humain dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, fondé sur les principes de bonne gouvernance, à travers l'information, le suivi et l'obligation de rendre compte.

Les principaux axes de l'INDH :

S'attaquer au déficit social en élargissant l'accès aux services sociaux de base, promouvoir les activités génératrices d'emplois et de revenus stables, adopter une action créative envers le secteur informel, venir en aide aux personnes souffrant d'une grande vulnérabilité ou ayant des besoins spécifiques, ce sont là les principaux axes que S.M le Roi propose pour une méthodologie d'action en vue de concrétiser les objectifs de l'Initiative nationale pour le développement humain.

المبادرة الوطنية للتنمية البشرية
Initiative Nationale pour le Développement Humain

Les programmes de l'INDH

Cette initiative s'est déclinée, lors de sa **Première Phase** 2005-2010, en quatre programmes, au profit des différentes cibles à savoir :

- 1- Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural : qui a concerné 403 communes rurales dont le taux de pauvreté est plus de 30%
- 2- Le programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain : qui a été destiné à 264 quartiers relevant de grandes agglomérations (plus de 100.000 habitants)
- 3- Le programme de lutte contre la précarité : au profit de 8 catégories sociales en situation précaire notamment les jeunes sans abri, les enfants de rue, les personnes âgées démunies, etc.
- 4- Le programme transversal : consacré aux communes non cibles, en se basant sur la procédure d'appel à projet.

La Deuxième Phase de l'INDH **2011-2015**, lancée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI le **4 juin 2011**, se définit, entre autres, par une montée en puissance des compétences et de l'enveloppe budgétaire désormais de **17 Milliards de DH**, un élargissement du ciblage pour couvrir **702 communes rurales** et **532 quartiers urbains** ainsi que l'ajout d'un 5ème Programme dédié à la Mise à Niveau Territoriale. Doté d'une enveloppe budgétaire globale de 5 Milliards de DH, ce cinquième programme profitera directement à 1 million de bénéficiaires habitant 3.300 douars, relevant de 22 provinces enclavées ou montagneuses, notamment en matière d'infrastructure et services de base.

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION